

HAITI

Justice
Vérité
Indépendance



LIBERTE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210

Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com

Web: www.haitiliberte.com



Gabriel Bien-Aimé mouri!

Page 6



18 MAI: UN FIASCO TOTAL

Voir page 4

Haiti Liberté

De gauche à droite le ministre Lescouflair, Elizabeth Delatour Préval et le président de la République René Garcia Préval assistant à la cérémonie commémorant le 207ème anniversaire de la création du bicolore national



Solidaires des réfugiés, les villages d'Haiti souffrent

Page 7



Haiti Liberté

L'ÉTAU SE RESSERRE AUTOUR DE PRÉVAL !

Voir page 4



Le pape, la pédophilie et la lutte des classes

Page 10



Madrid exige la levée du blocus contre Cuba

Page 17

Le lundi 17 mai 2010, des milliers de personnes ont répondu positivement à l'appel des organisateurs de cette manifestation pacifique, pour exiger la démission du président Préval

Le Congrès de la souveraineté nationale est indispensable!

Par Berthony Dupont

Les organisations populaires ont bien rempli une mission de titan au cours des récentes manifestations en exprimant haut et fort les revendications des masses défavorisées qui gémissent dans les camps sinistrés sous des tentes de misère. Sans doute, aucun effort n'avait été épargné pour assurer la réussite de ces mobilisations contre le gouvernement de Préval. Mais il faut être réaliste et comprendre que, pour lutter contre les forces du mal pour lesquelles travaille la bande à Préval, il nous faut non seulement de la mobilisation mais de l'organisation.

La thèse de manifester pour le plaisir de manifester est contre-révolutionnaire dans sa racine et dans son essence. Car elle met les masses en mouvement pour être enfin utilisées par des partis politiques rétrogrades et des pseudos leaders. Même quand la situation est critique comme dans le cas actuel du pays, nous ne pouvons pas faire feu de tout bois, sans nous soucier des conséquences qui peuvent en résulter.

Nous devons nous organiser davantage pour que le secteur populaire devienne incontournable dans les affaires du pays, mais pas pour être vu comme un groupe de provocateur. Certes, l'environnement politique du pays doit changer de visage et de pratique, pour mettre réellement en déroute l'ennemi du peuple haïtien, et pour cela, il faudrait coûte que coûte que les rapports de force soient de notre côté, car ces forces du mal ne vont nous faire aucun cadeau.

Nous avons tout l'appui des masses populaires. A ce stade, notre rôle est non seulement de les mobiliser mais surtout de les organiser autour d'un programme minimum qui consisterait à libérer notre pays de l'occupation étrangère et de cette fausse sirène de reconstruction. Notre nationalisme à ce niveau aurait donc sa raison d'être. Cessons d'attendre que les autres viennent faire quelque chose pour nous, faisons-le nous même, nous en sommes capables car nous avons montré lors du séisme notre capacité à nous entraider et à agir mutuellement. Si ce sont eux qui le font, ils ne le feront pas pour nous autres mais pour eux-mêmes. C'est dans cette optique qu'ils sont entraînés de prendre tout leur temps. Car pour eux, il n'y a aucune urgence.

Il n'y a aucune urgence, un autre show à la Hollywood est déjà lancé pour le mois de juin en République voisine, n'est ce pas un moyen de nous tourner en dérision

à l'approche de la saison cyclonique ?

En effet, l'initiative des organisations populaires de marcher ensemble au cours des dernières démonstrations, peut aller beaucoup plus loin si nous nous démarquons complètement des Gnbistes et si nous nous encadrons d'un directoire, afin que nous nous identifions non pas en tant que groupes de pression mais en tant que forces prêtes à changer les choses, à changer l'Etat. Il s'agit en fait de forger l'instrument politique et de préparer les forces sociales notamment les laissés pour compte à s'emparer des instruments leur permettant d'accéder à leur propre gestion.

Cessons de lutter pour les autres, luttons pour nous-mêmes. Il y a certaines choses sur lesquelles nous devons être clairs: qu'importe si Préval démissionne ou pas, qu'importe si Aristide retourne ou pas, qu'importe si on a changé les membres du Conseil électoral ou pas, qu'importe si il y a des élections ou pas, nous les masses populaires, nous devons défendre la souveraineté de notre pays comme l'ont fait nos ancêtres qui nous ont légué cette terre acquise au prix du sang. Nous n'avons qu'un seul choix : la défendre, il s'agit par conséquent de définir seulement et avec précision la stratégie à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif.

Dans cette perspective, il est urgent d'avancer dans des voies inexplorées susceptibles de fondre en un même tout les traditions anciennes et les valeurs nouvelles, nées des luttes révolutionnaires de libération nationale.

Aujourd'hui il nous faut résister à l'envahisseur étranger pour sortir le pays de la misère et de l'arriération économique dans lesquelles l'ont enfoncé des siècles de domination colonialiste et impérialiste. C'est l'unique moyen de satisfaire toutes nos revendications.

C'est cette leçon que nous devons tirer du congrès de Bois Caïman et de celui du 18 mai 1803 à l'Arcahaie: une cohésion et une unité de toutes les **forces populaires progressistes** tendues vers un même objectif pour aboutir au Congrès de la souveraineté nationale haïtienne. Tout comme la république bolivarienne du Venezuela, faisons de notre patrie, la république dessalinienne d'Haïti. Il est plus que jamais impératif de nous organiser en ce sens et comme nous l'avons déjà souligné : qu'importe que la route soit parsemée d'obstacles et que la lutte exige des sacrifices, nous n'avons pas le choix, c'est être ou disparaître. Nous avons choisi d'être, soyons-le dans la liberté, dans la dignité, dans l'indépendance quoiqu'il nous en coûtera !

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
Carline Archille
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Bernier Archille
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haïti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$80 pour un an
 \$42 pour six mois

Deuxième Classe
 \$40 pour un an
 \$25 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Nous accordons un rabais spécial de 40% pour les étudiants et 20% pour les enseignants. Veuillez joindre à votre demande d'abonnement une photocopie de votre carte d'étudiants ou d'enseignants. Ce formulaire est aussi disponible sur notre site www.haitiliberte.com

Le Parlement populaire poursuit son offensive !

Par Hervé Jean Michel

« *Le besoin crée l'organe* », disent les évolutionnistes. Cette assertion, produit d'observations minutieuses et de réflexions rationnelles, trouve véritablement son application dans la société haïtienne d'aujourd'hui ; où le peuple est refoulé, rejeté, exclu des affaires de l'Etat et de la vie sociale par l'irresponsabilité des autorités constituées.

Cette mise au rancart a poussé des organisations populaires, militantes à inventer de nouvelles structures de luttes. Ainsi est né le « *Parlement populaire* » appelé à réfléchir, à juger les actes, surtout répréhensibles, commis par les autorités constituées dans l'exercice de leur fonction. En effet, ce Parlement a tenu sa deuxième séance de travail, le jeudi 13 mai 2010.

Dans cette conjoncture de grave crise, réuni au restaurant le Calebasse, première ruelle Jérémie, les parlementaires populaires ont épuisé leur ordre du jour : la mise en accusation du président de la République, René Garcia Préval, le rejet de la demande d'amendement de la constitution de 1987 par l'Exécutif et le renvoi du CEP décrié, dirigé par Gaillot Dorsinvil.

A cette manifestation étaient présents des dizaines de membres d'organisations populaires et d'anciens parlementaires tels : Turnerb Delpé, Jean William Jeanty, qui tous ont encouragé cette initiative qui vise à sensibiliser le peuple haïtien sur le macabre projet du président Préval et de

l'impérialisme de maintenir le peuple haïtien dans la misère, l'ignorance, l'exploitation et la domination.

Les 99 députés ayant siégé au cours de la séance ont donné toute leur mesure. Un énergique débat a maintenu la nombreuse assistance en haleine. D'entrée de jeu, les déclarations préliminaires laissaient croire que le gouvernement de la République, le président Préval, les sénateurs, les députés de la 48ième Législature allaient être cloués au pilori. Ce parlement a exprimé les frustrations, le dégoût et l'amertume d'un peuple majoritaire agenouillé et écrasé par la fureur d'un pouvoir qui ne s'occupe que de défendre les intérêts des puissants seigneurs d'ici et d'ailleurs. Les condamnations fusaient avant même que les points mis à l'ordre du jour ne soient mis au vote. La politique du gouvernement, en tant qu'elle exprime les intérêts des minorités, au détriment des légitimes revendications du peuple majoritaire a été sévèrement critiquée, condamnée à l'écrasante majorité.

Tout ce que le peuple pouvait espérer d'une réflexion critique, d'une réflexion qui tienne compte des préoccupations fondamentales du pays, était mentionné, souligné en traits gras dans ce débat.

Quand était venu le moment de passer au vote les différents projets de lois contenus dans l'ordre du jour, 80 députés ont voté pour, 9 ont voté contre, et 10 se sont abstenus. Il s'en suit donc une totale condamnation du président de la République, de son

gouvernement, du Conseil électoral provisoire d'exclusion ayant accouché les impostures électorales d'avril et de juin 2009. Avec la condamnation du projet d'amendement de la constitution haïtienne, un refus systématique est signifié au président de la République, dans sa volonté de ramener à la légalité constitutionnelle la mise sous tutelle d'Haïti.

Il faut préciser que la tenue de cette séance parlementaire populaire répond à la nouvelle exigence de mener le combat sur le terrain du « *rache manyòk* », une expression très en vigueur à l'époque de la grande bataille menée contre le CNG dirigé par le général Henry Namphy qui violait la constitution de 1987 ratifiée par le peuple haïtien sous le gouvernement de ce même général-président, fervent défenseur du néolibéralisme et de la mise sous tutelle d'Haïti.

La bataille lancée contre le gouvernement Préval/Bellerive par des organisations populaires proches de Lavalas, est soutenue par des politiciens qui, il y a 6 ans ont, non seulement complété contre le président Aristide dans l'aboutissement du coup d'Etat du 29 février 2004, mais aussi ont lutté pour la destruction de Fanmi Lavalas.

Est-elle, cette unité, le fruit d'une profonde réflexion pour l'avancement des revendications populaires, ou d'un besoin de faire payer à l'ancien candidat de l'espoir, René Préval, ses mensonges, ses tergiversations, ses pendulassions, son ingratitude et sa haute trahison ?

Les organisations populaires ne doivent pas oublier, elles doivent toujours avoir présent à l'esprit le boycott de la célébration du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti par de prétendues organisations de la « Société civile », des politiciens qui ont inventé des concepts creux (option zéro, contrat social) dans lesquels ils n'ont mis aucune parole profonde, sérieuse, mais plutôt des mensonges qui ont fait marcher les trop crédules !

La séance du Parlement populaire, du jeudi 13 mai 2010, répond sans nul doute à un besoin de voir les choses fonctionner autrement dans le pays. Cependant, n'est-on pas en droit de croire que les politiciens qui sont venus s'engouffrer dans ce mouvement populaire, ne défendent que leur propre agenda, comme ce fut le cas des événements qui ont abouti au 29 février 2004 : la rupture du processus démocratique, l'arrestation-déportation du président constitutionnel et la mise sous tutelle du pays !

Il est vrai que le gouvernement Préval/Bellerive conduit le pays à la mort, mais les militants qui luttent pour un véritable Etat de droit et de justice en Haïti, doivent user de beaucoup de prudence, de beaucoup d'intelligence, de beaucoup de doigté pour ne pas être dupes de ces politiciens qui guettent les moindres circonstances pour s'accaparer du pouvoir. Toutes les revendications exprimées au cours des manifestations, des débats et des séances du Parlement populaire sont légitimes. Si quelqu'un se veut être réellement

démocrate, il doit le reconnaître, cependant il faut toujours éviter de se précipiter dans gueule du loup !

C'est à la lumière du passé qu'on s'instruit de l'avenir. Les militants doivent agir avec intelligence, pour ne pas se faire d'illusions dans cette terrible aventure politique haïtienne, qui commande la justesse, la prudence et l'enracinement dans le réalisme, dans les expériences vécues. Ce sont ces garde-fous qui doivent nous préserver des errements du passé, qui nous ont trop souvent conduits à la frustration, à l'angoisse, à l'amertume et à l'échec !

Se constituer en « institution parlementaire » pour simuler une respectable conduite des affaires de la République, signifie une certaine maturité dans la poursuite des objectifs de la démocratie libérale bourgeoise, alors que ceux mêmes qui ont des intérêts dans ce régime, le combattent, le neutralisent, le paralysent pour en faire une caricature, une photocopie, un monstre sacré.

Ceci signifie que le régime individualiste bourgeois, tellement enfoncé dans la corruption, l'inhumanisme, la violence et l'exclusion sociale, renie son propre credo.

Les forces, véritablement démocratiques, doivent conduire la lutte pour le triomphe des valeurs émancipatrices, des valeurs qui fondent l'homme concret, l'homme en situation dans une civilisation capitaliste en putréfaction, voilà le sens que pourrait revêtir le Parlement populaire haïtien.

Envoyer ces produits en baril à votre famille, vos amis et enfants qui sont restés au pays. Cherchez et demandez pour ces produits de la meilleure qualité dans les magasins.

AFN Brokers:
Fax: 908-486-8868

RABAIS! Economisez \$5.
Marque Champion.
Basmati Par-boiled Riz
de meilleure qualité,
de l'Inde.



RABAIS!
Lait en poudre marque Dan Cow
pour adultes et enfants.
Le meilleur dans le monde.



RABAIS! Du beurre Anchor pour le table
ou le cuisine, dans cannettes ou paquets.
Bon pour toast & gâteau.

RABAIS!
Break-o-Day Biscuits.
Crackers très délicieux et
croustillants.



RABAIS! Farine Champion fait
les meilleurs pains & gâteaux.



RABAIS!
Orge de Dr. Robert
fortifie les enfants et
coût moins.



RABAIS!
Mangez le fromage Anchor, délicieux avec pain, biscuits.



RABAIS! Greenland, meilleur dans le monde, lait en
poudre dans les cannettes pour adultes & enfants.



RABAIS! Du lait Dan Cow est le plus frais.
100% pur. 99c. Meilleur dans le monde.
Fortifie les enfants.



RABAIS! Le malt chocolat Magnum donne
force & énergie. Simplement ajoutez du lait.



RABAIS! Marque Real Guyana
nouilles chowmein. Voyez la
recette au verso. Délicieux & bon.



RABAIS! Il n'y a aucun
cholestérol dans l'huile
alimentaire marque Mira
Fryal.



On sale at all West Indian food stores, supermarkets & 99 Cent stores: Blue Angel, 24 Brooklyn Terminal Market; Chef's Choice, 1051 Utica Ave., Brooklyn; Ufarmland, Utica & Church; Target, 1928 Utica Ave. Brooklyn, Doreen Food Store, 4055 Covinton Highway, Georgia 404-534-0208; Lithonia Food Store, 6453 Rd Lithonia, Georgia 770-482-1120; Caribbean Supercenter, 5111 W. Colonial Dr. Orlando FL 407-523-1308.

18 mai 2010: fiasco total à l'Arcahaie



Une vue de la cérémonie du 18 mai à l'Arcahaie

Par Mona Péralte

Le 207ème anniversaire du bicoloré haïtien a été célébré ce mardi 18 mai dans le cadre indigne de l'occupation du pays. Le Président Préval était accompagné de son épouse et de quelques dignitaires de son gouvernement. Le premier ministre Jean Max Bellerive n'y était pas, car il conduisait à Madrid une délégation haïtienne au VIe sommet des pays de l'Union européenne, d'Amérique latine et des Caraïbes.

Il semblerait qu'aucun des diplomates accrédités dans le pays n'avait fait le déplacement. Et le président Préval a profité de ce moment historique pour faire sa propagande comme au temps de Papa Doc. Ainsi un groupe de ces partisans venus par bus manifestaient en sa faveur. Ils réclament l'arrestation des responsables de la mobilisation qui s'intensifie dans le pays en accusant nommément René Civil de Fanmi Lavalas et le secrétaire général de la Confédération Unité Démocratique et porte-parole de la Plateforme politique Alternative, Evans Paul.

Parmi ces manifestants on

pouvait remarquer entre autres : René Momplaisir, Yvon Antoine dit « Yvon Zap-Zap » et Charles Suffrand, ils avaient pour tout slogan « si l'on ne veut pas de Préval pour 5 ans on l'aura pour 10 ans ». « C'est à un élu que le président Préval doit remettre le pouvoir »

Signalons par ailleurs, que vendredi dernier René Préval, a rencontré les conseillers électoraux, des experts de l'OEA et des responsables de l'Office nationale d'identification (ONI) pour planifier les prochaines élections. La communauté internationale semble appuyer son poulain, ainsi l'OEA a fait savoir qu'« il est vital d'organiser les élections en vue de préserver la stabilité politique en Haïti ». A l'Arcahaie le président Préval pour autant a fait un appel désespéré en déclarant «ceux qui sont chargés d'organiser les élections qu'ils s'activent afin d'organiser de bonnes élections et que je puisse partir en paix le 7 février 2011». Cet appel était destiné à l'impérialisme américain, car c'est Hillary Clinton qui l'avait fait comprendre lors de la convocation de Préval à Washington au mois de mars dernier « Ne vous en faites pas, président, les élections auront lieu au moment opportun ».

Plus de nouvelle du Petit Wildino

Par Jackson Rateau

Dans la nuit du samedi 1er au dimanche 2 mai dernier, Wildino Emmanuel Jules, 3 ans, a été kidnappé aux yeux de ses parents, par des voyous armés qui ont fait irruption à leur domicile sise à Laboule 16. Jusqu'au jeudi 13 mai 2010, soit 12 jours après son enlèvement, les

parents du petit Wildino n'avaient toujours pas eu de ses nouvelles, ceci, en dépit du fait qu'ils ont payé aux malfrats la rançon exigée pour la libération de l'enfant. Ainsi, ils ont lancé un cri d'alarme, demandant à toute personne ayant des informations concernant l'enlèvement du garçonnet, de les appeler aux numéros suivants : 3670 2669, 3835 1111, 3836 1111.

Rapatriement de 105 voyageurs clandestins haïtiens

Selon ce qu'a informé un communiqué de presse émanant de l'ambassade des Etats-Unis en Haïti, le mardi 11 mai dernier, 105 voyageurs clandestins haïtiens ont été rapatriés au wharf du Cap-Haïtien par les garde-côtes américains. Le groupe des clandestins composé de 77 hommes, 20 femmes, 3 garçonnetts et 5 fillettes, a été intercepté le

dimanche 9 mai 2010 en dehors des eaux de Cuba, alors qu'il se trouvait à bord d'un frêle voilier dangereusement surchargé. De manière à prévenir le flot d'immigrants illégaux aux fins de les rapatrier dans leur pays d'origine, les patrouilles dans les eaux de la Caraïbe ont augmenté, ont indiqué les autorités américaines.

L'étai se resserre autour de Préval !

Par Hervé Jean Michel

Le lundi 17 mai 2010, la veille de la fête du drapeau national et de l'université, « Tèt Kole òganizasyon popilè » a lancé sa deuxième manifestation à Port-au-Prince, pour exiger du président Préval et de son gouvernement une réponse positive aux multiples revendications motivant ladite mobilisation dénommée « Operasyon san pran souf ».

En effet, des milliers de personnes ont répondu positivement à l'appel des organisateurs de cette manifestation pacifique, qui a respecté son itinéraire conformément à la lettre adressée à la Police nationale d'Haïti en date du 14 mai 2010. A la conférence de presse convoquée, le mercredi 12 mai, les organisateurs entendaient poursuivre les mêmes objectifs, mobiliser pour le départ du président de la République pour violation flagrante de la constitution du pays et sa volonté délibérée d'établir un régime de dictature. « C'est le peuple qui a légitimé le président, maintenant le peuple lui a enlevé cette légitimité. Nous déclarons que Préval est un président de facto, donc il doit partir. Depuis le 10 janvier 2010 il n'y a plus de Parlement, le Premier ministre Jean Max Bellerive n'a plus sa place, il doit démissionner. La constitution de 1987 a établi un régime mi-parlementaire, mi-présidentiel. S'il n'y a pas de Parlement, il n'y a pas de Premier ministre. » Pouvait-on lire dans le texte de la conférence.

Consécutivement à ce départ exigé, un autre pouvoir sera constitué, au dire des instigateurs du mouvement. La manifestation du 17 mai a vu la participation du Comité dirigeant de Fanmi Lavalas : Dr. Maryse Narcisse, Lyonel Etienne, Jacques Mathelier, contrairement à la précédente. Cette présence signifie, clairement, que l'organisation politique majoritaire du pays s'est lancée dans la bataille, après maintes hésitations et de nombreux piétinements dans ces conjonctures exigeant une présence assidue aux côtés d'un peuple, qui souffre énormément d'une politique gouvernementale, totale négation de ses revendications, de ses aspirations et de son humanité.

René Civil, l'un des instigateurs du mouvement « Tèt kole òganizasyon popilè » au cœur de cette mobilisation populaire n'a pas économisé son ardeur : « Fanmi Lavalas croit que c'est toute la société qui doit s'impliquer dans la lutte d'aujourd'hui. Il faut un Conseil électoral provisoire d'inclusion pour la participation de tout le monde dans des élections anticipées. La bataille s'engage pour de véritables abris provisoires pour subvenir aux besoins de ces populations. C'est la bataille de tout le monde. La bataille s'engage aussi contre la loi d'urgence pour le rapatriement de la souveraineté du pays. C'est la bataille de tout le monde pour que les jeunes puissent avoir accès à l'université, au travail et à la dignité ».

Poursuivant dans sa lancée, René Civil dit travailler pour une nationalisation de la mobilisation : « Le peuple commence à rentrer dans la mobilisation. C'est une sensibilisation qui doit gagner toute la République. Dans plusieurs départements il y aura des manifestations au Cap-Haïtien, aux Cayes, Gonaïves, partout. Nous luttons jusqu'au résultat final. Le bilan est positif, nous allons aussi nous engager dans d'autres domaines de mobilisation. Le président Préval



La manifestation du lundi 17 mai fut une réussite, selon les organisateurs qui disent poursuivre le combat jusqu'à la victoire finale

persiste dans son refus de nous remettre le passeport diplomatique du Docteur Jean Bertrand Aristide, tout comme il manifeste son refus d'écouter notre voix contre la loi d'urgence. Il affiche une attitude méprisante face à ceux qui souffrent sous les tentes et les jeunes qui sont sans travail, alors il doit céder sa place à une équipe prête à faire le travail. Tout ceux qui reconnaissent et demeurent fidèles au leadership du président Aristide, qui ne se sont pas aventurés dans des élections sous la bannière d'autres partis, qui respectent l'article 8, tous ceux qui n'ont pas vendu leur âme au président Préval pour des miettes, restant fidèles à l'idéologie, à la lutte du peuple sont mobilisables ».

Jacques Mathelier, membre du comité exécutif de Fanmi Lavalas, pour sa part, n'a pas marchandé ses paroles : « Le président Préval a vilipendé le pays et tous les Haïtiens. Il est incapable avec son équipe. Il doit partir et le pays passera à un gouvernement provisoire sorti de Cour de Cassation. Dans les 45 à 90 jours les élections auront lieu et le 7 février nous aurons de nouveaux dirigeants dans le pays. Nous continuerons le combat si Préval persiste dans son refus de partir ».

Cette mobilisation qui se nationalise, qui se radicalise est le fruit d'une politique engagée dès les premiers cent jours du gouvernement Préval/Bellerive. Une politique d'insultes à la patrie haïtienne, une politique d'apartheid, renforçant non seulement la mise sous tutelle du pays, mais aussi légitimant cette mise sous tutelle. Le plan néolibéral dont Préval est devenu le chantre et l'exécuteur attitré, tue l'espérance de tout le peuple qui cherche la voie de l'amélioration de ses conditions de vie. Le plan néolibéral tue toujours la liberté des peuples. Le président Préval ne pouvait appliquer aucune autre politique, dans la mesure où tout de suite après la grande mobilisation du peuple pour lui arracher la victoire aux forces ultraconservatrices, qui voulaient la confisquer au profit d'un Manigat, l'ex-candidat de « l'Espwa » s'est agenouillé devant l'impérialisme, jurant ses grands dieux de rejeter les masses qui l'ont élu et, servilement, de défendre les intérêts des puissants d'ici et d'ailleurs.

Il fallait s'attendre à ce rejet d'un président et d'un gouvernement qui ne jurent que par la mort du pays, d'un président et d'un gouvernement qui ont humilié, insulté, aliéné ceux qui à travers de très grandes difficultés les ont portés au pouvoir. Néanmoins les organisations populaires engagées dans la mobilisation nationale, doivent toujours avoir à l'esprit que les politiciens, ces vendeurs de patrie,

sont toujours là tapis quelque part pour s'accaparer des résultats de leur inlassable labeur, pour couper et partager le gâteau de l'ambition et de l'indifférence.

La manifestation du lundi 17 mai fut une réussite, selon les organisateurs qui disent poursuivre le combat jusqu'à la victoire finale. Le rapatriement de la souveraineté nationale, c'est-à-dire la fin de l'occupation du pays et le retour à l'ordre démocratique, semblent être les fins dernières de ces organisations populaires en lutte.

Ndlr. La rédaction du journal tient à préciser que d'autres organisations politiques avaient rejoint la manif lancée par « Tèt Kole òganizasyon popilè », y compris des représentants du courant GN-Biste. Comme l'a si bien commenté notre collaborateur Wiener K. Fleurimond : «était-il nécessaire pour les vraies organisations populaires et politiques, pour les militants conséquents, pour les gens ayant le bon sens, de se mêler avec des Gnbistes notoires dont le premier objectif est non seulement le départ du Président pour s'accaparer le pouvoir sans aucun programme précis, mais ensuite pour mener la vie dure aux vrais militants politiques qui veulent vraiment le changement pour ce pays ?» (voir Haïti, une culture du recommencement, p.8)

KAPTE DETANT KREYÒL

Chak Dimanch swa
Soti 8tè pou rive 10zè
Sou Radyo Ayiti Entènasyonal
Avèk Marlene & Fils-Aimé
Tel: 718-469-3812 (3815)
www.rhifm.com

The Minouche Foundation

is collecting funds for
KIDS IN HAITI.
Contributions are tax
deductible.

Make check payable to:

The Minouche Foundation
P.O. Box 240-351
Brooklyn, NY 11224
917-662-3725

Que de tragédies!

Par Fanfan Latulipe

Je commencerai les « Feuilles » de cette semaine avec une bonne blague politico-écolière au parfum de tragédie.

Le premier ministre Harper du Canada visite une école primaire. L'instituteur lui demande s'il veut bien mener la discussion autour du mot «tragédie». Alors, Harper demande aux élèves un exemple de «tragédie». Un petit garçon se lève et propose: «Si mon meilleur ami, qui vit dans une ferme, était en train de jouer dans le champ et qu'un tracteur lui roule dessus et le tue, ce serait une tragédie».

- Non, dit Harper, ce serait un accident.

Une petite fille lève la main: « Si un bus scolaire transportant 50 enfants tombait d'une falaise, et que tout le monde était tué à l'intérieur, ça serait une tragédie».

- Je crains que non, explique le premier ministre. C'est ce qu'on appellerait une grande perte.

Le silence se fait dans la salle. Aucun autre enfant ne se porte volontaire. Harper cherche dans la salle: «N'y a-t-il personne ici qui puisse me donner un exemple de tragédie?»

Finalement, au fond de la salle, Toto lève la main. D'une voix calme il dit: «Si l'avion du premier ministre vous transportant était frappé par un tir de missile et était complètement désintégré, ça serait une tragédie»

- Formidable s'exclame Harper. C'est exact. Et peux-tu nous dire pourquoi ce serait une tragédie?

- Eh bien, dit le garçon, il faut bien que ce soit une tragédie, car ce ne serait certainement pas une grande perte et probablement pas un accident non plus!

Quelle perspicacité de la part de Toto! Par une sorte de prémonition pré-adulte, de flair juvénile naissant, il avait pleinement réalisé comment va ce monde, de bluff en bluff, de mensonge en mensonge, de posture hypocrite



en audace effrénée, de bouffonnerie en pitrerie, de clownerie en arlequinade, de mensonge en mystification, de tragédie en tragédie. Il m'est alors venu à l'idée de revisiter quelques «pertes», de vraies toutefois, qui ont choqué la conscience humaine. Pertes dont on a fini par savoir qu'elles ne relevaient pas d'accidents véritables mais plutôt de coups bas meurtriers de salopards vraisemblablement ou manifestement téléguidés par la Centrale d'Ignobles Assassins (CIA) et ses satellites.

Le nom de Dag Hammarskjöld, diplomate suédois devenu secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, évoque une réputation d'ardent défenseur de la paix. Il était partisan de ce qu'il appelait la «diplomatie préventive». Le 18 septembre 1961 à bord d'un avion DC-6, Hammarskjöld voyage, en Afrique, pour rencontrer le sécessionniste katangais Moïse Tshombé (grand magouilleur devant Dieu et le roi de Belgique) dans une tentative de résolution du conflit qui déchirait le Congo depuis l'assassinat du leader Patrice Lumumba. L'avion s'écrase en flammes au moment d'amorcer son atterrissage juste avant minuit, près de Ndola, dans l'actuelle Zambie. Jusqu'à ce jour, l'accident demeure un «mystère diplomatique persistant».

Il y a eu des allégations impliquant la CIA et son homologue britannique la MI6. En 1998, la «Commission de Vérité et de Réconciliation» d'Afrique du Sud, présidée par Desmond Tutu, a publié des documents dont elle n'avait pu vérifier l'authenticité mais qui semblaient suggérer que Dag Hammarskjöld aurait été victime d'un attentat. Kenneth B. Platnick prête au président américain Harry Truman d'avoir dit: «Dag Hammarskjöld était sur le point

d'arriver à quelque chose quand on l'a tué. Remarquez que j'ai dit 'quand on l'a tué'» (Great Mysteries of History. Hippocrene Books). En 2007, un proche collaborateur de Dag Hammarskjöld a réuni des témoignages selon lesquels l'avion d'Hammarskjöld «aurait été abattu par des mercenaires belges aux commandes d'un avion de chasse de type Fouga Magister» (<http://www.levif.be/actualite/belgique/72-56-8449/des-mercenaires-belges-responsables-de-la-mort-de-hammarskjold.html> [archive]).

Men, fò w konn la pou al la. Par exemple, on sait que Hammarskjöld avait résisté aux pressions visant à ce que la Suède joigne l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ce qui n'était pas bien gentil. Il était un défenseur du principe de la souveraineté nationale: une aberration des temps modernes. Les pratiques McCarthystes l'insupportaient: quelle susceptibilité à fleur de peau! Il avait commis l'imprudence, courageuse certes, de rejeter la vile prétention de John Foster Dulles, ministre des Affaires étrangères sous Eisenhower, à vouloir que le staff des Nations Unies soit investigué par le FBI: péché mortel aux yeux d'Allen Dulles, frère de John Foster et sinistre directeur de la CIA qui parraina le coup d'Etat contre Arbenz en 1954. Le dernier coup qui tua le coucou (et Dag)? Hammarskjöld était gay, dans un sens trop gai, trop chaud devant la bande aux yeux de Edgar Hoover, directeur du FBI, pourchasseur d'homos, lui-même pédé *anbachel* présumé. Dès lors, le café de Hammarskjöld était coulé avec plein de marc. La mort de Hammarskjöld? Un mystère? Peut-être. Mais je parie que Toto aurait vite conseillé: *men, fè tèt ou travay non, mon chè.*

Sept ans plus tard, en 1968, au Panama, un coup d'Etat fait d'Omar Efraïn Torrijos Herrera commandant de la Garde Nationale panaméenne, le chef de facto du pays. Il se donne le grade de brigadier général. C'est un militaire à la main plus rude que le gant. Il n'est pas du tout «doux». Il est très intolérant vis-à-vis de l'opposition dont maintes figures connaissent la prison, l'exil. Il y a des assassinats et des disparitions sans oublier le népotisme et la corruption sous son administration. Mais les partisans de Torrijos disent volontiers qu'il est perçu comme représentatif de la majorité pauvre parce que mérité. Il est différent des «clairs», la riche élite des *rabiblancos* (*rat ke blanch*) qui ont longtemps dominé la vie politique et le commerce au Panama.

Omar ouvre plusieurs écoles, crée des opportunités de travail pour les moins fortunés, redistribue des terres aux paysans, bien qu'il ne s'agisse pas d'une vraie réforme agraire. Il met en place des réformes économiques pour améliorer le sort des démunis. Même, il s'en prend aux riches et puissantes familles de l'élite *ti lolit* qu'il n'arrête pas de concier dans la diagonale de leur cynique égoïsme. Par contre, il ne se prive pas de persécuter les leaders étudiants et les chefs syndicalistes trop indépendants à son goût.

Torrijos finit par tordre le bras à l'administration Carter. Il signe avec le président gringo les traités connus sous le nom de *Traités de Torrijos-Carter*, deux accords signés par les États-Unis et le Panama le 7 septembre 1977, abrogeant le contrôle de la zone américaine sur le Canal de Panama et établissant la neutralité du Canal de Panama à perpétuité. La date du 31 décembre 1999 prévoit la fin de la présence militaire nord-américaine ainsi que la dévolution du canal aux panaméens. En contrepartie, Torrijos promet d'assouplir ses manières répressives. Il abandonne le pouvoir en 1978 tout en laissant à sa place une marionnette du nom de Aristides Royo, un proche collaborateur *popetwèl*.

Le 31 juillet 1981, Torrijos meurt mystérieusement dans un «accident» d'avion. Son DeHavilland Twin Otter (DHC-6) explose en plein vol. Le corps est retrouvé plusieurs jours plus tard. S'il y a eu autopsie, on n'en a dit *kwik*. A cette époque les fameuses boîtes noires n'étaient peut-être pas encore à la mode, n'empêche on n'a jamais su pourquoi l'engin avait explosé. A noter que personne n'avait vu l'explosion. Noriega qui traficotait avec la CIA, avait-il vu? Était-il dans le secret des dieux explosifs? Toujours est-il que l'affaire est longtemps restée un «mystère aéronautico-politico-explosif persistant».

Jusqu'à ce qu'au mois de mai 1991, Frank Rubino, l'avocat de Manuel Noriega (entre temps en prison) ait lâché en plein tribunal: «le général Noriega détient des documents établissant des tentatives d'assassinat du général Noriega et de Monsieur Torrijos par des agences des États-Unis». Quoique

Rubino n'ait nommément accusé personne de l'explosion du DHC-6, c'est sûr qu'un avocat ne badine ni ne rubine avec les mots. Par la suite, c'est John Perkins, ex-agent de la sinistre, peu connue *National Security Agency*, travaillant dans une firme de conseil internationale, qui est venu enlever les feuilles et exposer les tatas de chat dans son best-seller *Confession of an Economic Hit Man* (Confessions d'un tueur à gages économique. Berrett-Koehler/Point 45, 24 novembre 2004). Ancien rat de biblio, voici ce que j'ai lu:



Jaime Roldos



Omar Torrijos

«Omar Torrijos avait signé un accord sur le Canal du Panama avec Carter. C'était un sujet très controversé. [...] Puis Torrijos est allé de l'avant et a commencé à négocier avec les Japonais la construction d'un nouveau canal. Les Japonais voulaient financer et construire un nouveau canal au Panama. Torrijos leur en a parlé [aux Américains], ce qui n'a pas plu du tout à Bechtel Corporation, dont le président était George Schultz, et son conseiller principal était Casper Weinberger. Lorsque Carter a été viré [...], lorsqu'il a perdu les élections, et que Reagan est arrivé au pouvoir, Schultz est devenu Secrétaire d'Etat et Weinberger est devenu Secrétaire à la Défense et ils étaient très en colère contre Torrijos. Ils ont essayé de l'amener à renégocier [sous pression] le traité du Canal et de laisser tomber les japonais. Il a platement refusé. Il avait ses défauts, mais c'était un homme de principes. Je savais que nous, les tueurs à gages économiques, avions échoué. Je savais que les chachals avaient été

Suite à la page (16)



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

Mobilizasyon wi, men koutba pa ladan

Deklarasyon Mouvman Demokratik Popilè (MODEP)



Turneb Delpè ak Jean-Robert Lalanne, se menm politisyen ki t ap ede Preval mennen peyi a nan twou li ye, ki pran devan mobilizasyon an. Se menm politisyen sa yo ki t ap kolabore ak MINISTA ki nan tèt mobilizasyon an. (AP Photo / Daniel Morel,)

Mouvman Demokratik Popilè (MODEP), ap suiv ak anpil atansyon, mouvman mobilizasyon k ap devlope nan plizyè depatman nan peyi a, kont pouvwa anplas la, kont lwa sou eta gagòt la (eta dijans) epi kont pwolongasyon manda prezidan Preval la. MODEP kwè, depi prezidan Preval rive sou pouvwa a, li fè tout sa li kapab pou fè pèp la leve kanpe kont li. Men, se sèlman mobilizasyon ki te manke. Jounen jodi a, nou konstate mobilizasyon kòmanse nan plizyè kwen nan peyi a pou mande depa pouvwa anplas la ak retrè lwa eta gagòt la ak lwa sou pwolongasyon manda Preval la. MODEP di wi pou mobilizasyon, men li di non kont kout ba.

MODEP konstate se menm politisyen ki t ap ede Preval mennen peyi a nan twou li ye, ki pran devan mobilizasyon an. Se menm politisyen sa yo ki t ap kolabore ak MINISTA ki nan tèt mobilizasyon an. Pati politik ki di yo nan opozisyon yo, pat janm itilize palmantè yo pou bare okipasyon peyi a. Pandan tout tan manda Preval la, pifò pati sa yo, pat janm rate okazyon pran moso pa yo nan gato a, pandan pèp la te toujou nan grangou, pandan dwa granmoun peyi a t ap bafwe anba MINISTA ak gwo anbasad yo.

MODEP kwè gen dimil rezon pou nou mobilize kont pouvwa anplas la. Men li kwè tou, nou pa dwe refè menm eksperyans 1986 ak 2004 la, kote se gwo anbasad yo ki ranplase chèf leta ki tonbe yo ak konplisite politisyen ti sèvèl yo. Nan lane 1986, apre Divalye fin tonbe, se enperyalis meriken ki te mete jeneral Nanfi nan plas Janklod Divalye. Nan lane 2004, se Etazini, Kanada ak Lafrans ki te metè jwèt la. Nan toude ka sa yo, politisyen rat do kale yo ak boujwazi a te asepte jwe jwèt sal sa a ak enperyalis la. Jounen jodi a, nou dwe tire leson, nou pa dwe pran nan menm jwèt la, nou dwe veye kout ba, nou dwe kole fòs nou ak moun ki sanble ak nou, pou nou mobilize. Pwovèb la di, se moun ki sanble ki rasanble.

Wi nou dwe mobilize

- Fòk nou mobilize pou nou defann dwa granmoun peyi a, kont prezans divès fòs etranje ki nan peyi a (MINISTA, Sòlda meriken, kanadyen, ewopeyen ...) ak tout tyoul yo genyen nan pouvwa a tankou sa ki di yo nan opozisyon an

- Fòk nou mobilize kont kanè pouvwa anplas la bay pèp la, nan mete li sou kote nan tout sa k ap fèt nan peyi a

- Fòk nou mobilize kont lwa sou eta gagòt la ki voye nan poubèl tout dwa fondanatal pèp Ayisyen an genyen epi ki lage peyi a anba ponyèt anyen prezidan eskandal la (Eskandal Monika Lowensky), Bill Clinton.

- Fòk nou mobilize kont pwolongasyon mandan prezidan Preval la, ki vle rete sou pouvwa a pou li fin vann tout antrepriz piblik yo epi pase mayèt la bay lòt machann peyi parèy li nan INITE.

- Fòk nou mobilize pou mande bonjan kay pou moun k ap dòmi nan lari yo ki menase anba lapli ak siklòn

- Fòk nou mobilize pou tout pitit pèp la jwenn lekòl leta gratis nan tout peyi a pou yo al lekòl

- Fok nou mobilize kont tout palmantè raketè, kolabo, konwonpi, k ap vote lwa devan deyè kont pèp la, pou po patat.

- Fòk nou mobilize pou mande bonjan refòm agrè pou peyizan yo jwenn tè pou yo travay nan bon kondisyon.

Nan kalite mobilizasyon sa a, moun ki abitye bay kout ba yo ak kolabo yo dwe rale kò yo deyè, kite pèp la mennen batay la jouk nan bout. Politisyen raketè yo, se zo eleksyon y ap tann tonbe atè pou yo lage pèp la nan wout.

Aba pouvwa restavèk !!! Aba okipasyon !!! Aba kout ba !!!

Viv yon pouvwa Popilè ak yon pwogram popilè !!!

**Pou MODEP
Boumba NIXON ak Guy NUMA**

Mobilizasyon yo ap rapousib kont prezidan René Préval



Se prèske tout sektè yo nan peyi a ki te leve pou mande depa Preval sou pouvwa a

Lendi 17 me 2010 la, plizyè lantèn milye moun te desann nan lari yon lòt fwa ankò pou egzijè depa prezidan Preval sou pouvwa a poutèt li vyole konstitisyon 1987 la, nan mete peyi a sou titèl etranje ak lwa detadijans, pwolonje manda l, kenbe anyen prezidan Aristide an egzil, prepare eleksyon pikekole pou l mete moun pa l sou pouvwa a. Manifestasyon sa a te demare devan legliz Senjan Bosko sou gran ri, li pase ri Sen Maten, monte Bèlè, desann ri Montalè pou l al bout devan Palè nasyonal. Sou tout pakou a, manifestan yo te avèk pankat ak bandwòl nan men yo, ki reklame depa Preval, paspò ak lesepare pou Jean Bertrand Aristide retounen nan peyi l. Manifestan yo t ap voye gwo pawòl piman bouk kont Preval. « Ljans pa ijans fòk Preval ale, si yo tire sou nou n ap mete dife, paspò Aristide la ak lesepare a nou vin pran nan men w. Nou mande fò Preval ale... »

Sou Channmas la manifestan yo te fè plizyè virewon, malgre barikad lapolis te mete, manifestan yo te chavire yo nan afwontman ak ajan CIMO. Komite egzektif Fanmi Lavalas la ak plizyè lòt responsab pati a te patisipe nan manifestasyon sa a, pami yo te genyen : Maryse Narcisse, Lionel Etienne, Jacques

Mathelier, ak Paulette Joseph ki se manm komite mobilizasyon, elatriye.

Pou Jacques Mathelier : « Fanmi Lavalas pa rejwenn pèsonn moun, okontrè, se nou ki majorite a, nou ouvé bra nou, pou n goumen, pou n resevwa lidè a ak moun tout lòt tandans yo, ki vle goumen pou sityasyon lakay chanje. Nou pa rejwenn moun, moun yo vin apiye nou, rantrè nan batay majorite pèp la ap mennen pou fè respekte dwa l, pou fè yo sispann eskli l nan eleksyon, pou fè sityasyon pèp la chanje. Nou pa genyen okenn pwoblèm a kèlkeswa moun lan ki vin batay la, jodi a pou ede n mennen konba a, pou nou jwenn depa prezidan Preval, paske li pa genyen anyen l ap regle la a... »

René Civil bò kote pa l te deklare : « Fanmi Lavalas kwè se tout sosyete a ki pou antre nan batay k ap mennen an, batay pou yon lòt konsèy elektoral pwovizwa, pou tout moun patisipe nan yon eleksyon antisipe, batay pou retire moun anba tant yo, pou ba yo manje ak swen lasante, mete yo nan bonjanabri pwovizwa, se batay tout moun, pou fè antre lwa dijans selera, se batay tout moun, batay pou jèn yo al lekòl, al nan

Gabriel Bien-Aimé mouri!



Gabriel Bien-Aimé

Samdi 15 Me 2010 ki sot pase a, Gabriel Bien-Aimé, jwenn lanmò l pandan li t ap prepare pou l al pran swen nan peyi etranje. Dapre doktè li yo se ta yon kriz kadyak ki ta koz lanmò l. Gabriel, tout moun konnen sou non Pè Gabi, se te yon pè angaje nan mouvman Ti Kominote Legliz. Li te pase yon bon bout tan kòm Kire nan Legliz Sen Jera kote li t ap milite ak jèn yo jiskaske li te nonmen minis Edikasyon Nasyonal sou gouvènman Alexis-Preval la.

invèsite, jwenn travay, se batay tout moun. Se pou sa pèp la ap mobilize jounen jodi a, se yon sansibilizasyon k ap fèt nan tout peyi a. Madi 18 me a nan plizyè depatman ap genyen manifestasyon. N ap batay jiskaske prezidan Preval kite pouvwa, li rache manyòk li, l al fè wout li ».

Manifestasyon sa a te jwenn api plizyè lòt sektè nan peyi a, kouwè : Sendika, sosyete sivil la, pati ak platfòm politik yo tankou : Liberasyon, Rasanble, Altènativ, Ansanm nou fò, Repons peyizan, UCADDE, Vwazinaj elatriye. Se prèske tout sektè yo nan peyi a ki te leve pou mande depa Preval sou pouvwa a nan peyi Dayiti.

Yves Pierre-Louis

KAPTE BOUKAN

101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou

Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

RADIO PÈP KOMINIKASYON
MONDAY-FRIDAY 7A.M. - 1A.M.
WLQY 1320 AM

RADIO PIMAN BOUK
SUNDAY 8 A.M. - 10:30 A.M.
WLQY 1320 AM

NOUVELLES POLITIQUE
ANALYSE MUSIQUE
EDUCATION PUBLICITE
TALK SHOW

(786) 487-7870
MANDE POU VOLTAIRE

Zaca Botanica

Candles • Lotions • Baths •
Powders • Floor Wash

Spiritual advisor by appointment
Most credit cards accepted

We deliver

1740 Flatbush Avenue
(between Aves. I & J)
Brooklyn, NY 11210

(718) 951-0400
zacabotanica@aol.com

Solidaires des réfugiés, les villages d'Haïti souffrent

Par Gilles BIASSETTE

Le territoire le plus enclavé du pays

Plusieurs centaines de milliers de sinistrés de la capitale ont pris la route de la province après le tremblement de terre. Pour ces communes, telles celles du département de la Grand'Anse, accueillir ces réfugiés est un effort important.

Lentement, Mariese Marc balaie son petit lopin de terre noire en pente douce. Elle pousse doucement des feuilles de bananiers et des restes de noix de coco coupées à la machette. La peau sombre et ridée, un foulard noué dans les cheveux façon pirate, en harmonie avec ses boucles d'oreilles rondes, la vieille femme de 84 ans se déplace à petits pas, sur les hauteurs des Abricots, petit village au sud-ouest d'Haïti.

Ici, dans ce dernier espace encore boisé du pays, l'éternel grondement de la capitale congestionnée, depuis longtemps désertée par la végétation et les oiseaux, désormais défigurée par le tremblement de terre du 12 janvier dernier, est bien loin.

Pourtant, la famille Marc, aussi, a subi les conséquences du séisme qui a frappé Port-au-Prince : il y a quelques semaines, ils étaient 46 à vivre dans cette petite maison de ciment blanc et de tôle, dont l'étroite porte bleue s'ouvre en penchant.

«Beaucoup n'avaient pas grand-chose à faire ici»

En temps normal, cette simple demeure paysanne est déjà surpeuplée – dans ces deux pièces dorment onze personnes. Mais pendant plus de deux mois, les enfants et petits-enfants de Mariese avaient repris le chemin d'une campagne abandonnée il y a des années pour chercher du travail et des écoles. Réfugiés de Port-au-Prince, venus comme ils pouvaient de la capitale en ruine, ils avaient trouvé ici l'aide et le réconfort nécessaires pour survivre au traumatisme.

Depuis quelques semaines, toutefois, presque toute la famille est repartie. «J'aurais bien aimé qu'ils restent tous, mais beaucoup n'avaient pas grand-chose à faire ici», déplore la vieille femme en poussant les dernières feuilles.

Certains jeunes sont tout de même restés. Sur la petite terrasse, Launia, 26 ans, a installé une chaise et, la tête penchée, tresse ses cheveux en se regardant dans un miroir. Contrairement à ses parents, elle n'envisage pas un retour proche dans la capitale. « Je vais bientôt partir, pour chercher des affaires, lâche-t-elle entre deux nœuds. Mais je reviendrai ici cet été. » Pour l'école. Son frère, appuyé à un bananier, acquiesce : pour eux, il est trop tôt pour retourner à Port-au-Prince, où de nombreux établissements n'ont pas été en mesure de décider la reprise des cours, même dans des salles temporaires.

Le département de la Grand'Anse, au bout de la pointe sud-ouest d'Haïti, est le territoire le plus enclavé du pays. Ce département rural compte près de 500 000 habitants, dont 30 000 pour son chef-lieu, Jérémie. Les habitants sont répartis le long de quelques villages côtiers ou sur les mornes, ces collines qui partent des côtes vers le massif de la Hotte, culminant à 2 347 mètres dans le sud du département.

L'avion est réservé aux élites, la mer, aux courageux

Un enclavement douloureux au quotidien, mais qui a au moins un mérite : faute de moyens de communication pratiques avec la capitale, les arbres de la Grand'Anse n'ont pas été abattus pour faire du charbon de bois et l'acheminer vers les centres plus peuplés, comme dans le reste de ce pays devenu chauve.

En distance, la capitale n'est pourtant pas si loin – environ 300 kilomètres, disent les rares cartes routières. Mais toutes les voies d'accès à la région sont semées d'embûches et le voyage peut à tout instant virer à l'aventure compliquée. Il y a bien la route, en V, qui part de Port-au-Prince, descend sur la côte sud jusqu'à la ville des Cayes. Là commence la Nationale 7, qui remonte jusqu'à Jérémie. Mais si, dans ce coin des Caraïbes, la Nationale 7 mène aussi à la côte et à la mer, on n'y est pas forcément très heureux : cette centaine de kilomètres de pierres et de roches, sans asphalte, est en ef-



Une famille réfugiée à Léogâne, un village à l'ouest de Port-au-Prince où 300 familles ont trouvé refuge après le tremblement de terre du 12 janvier (AFP/Clement SABOURIN)

fet tout, sauf une balade enjouée.

Et les quatre heures nécessaires pour faire les 60 derniers kilomètres sont franchement horribles, tant le terrain tient plus du lit asséché d'une rivière, sinon d'un parcours de varappe. Il y a quelques années, un député estimait qu'il n'y avait qu'un mot pour parler des routes de la Grand'Anse : « immorales », car condamnant les habitants à un exil intérieur. Reste l'avion, réservé aux élites, et la mer, réservée aux courageux, les bateaux qui relient le département à la capitale ne respectant aucune norme de sécurité.

Le village n'offre aucune opportunité économique

Ce parcours, des dizaines de milliers de réfugiés l'ont pourtant accompli au lendemain du séisme pour trouver refuge sur le sol natal, chez un parent ou chez un proche. « Nous avons fait un recensement, et nous avons enregistré près de 9000 nouveaux venus sur l'ensemble de la commune : la population est passée de 28 000 habitants à plus de 36 000 », explique Jean-Claude Figolé, écrivain et maire des Abricots depuis trois ans. « Même chose dans notre village, où nous avons accueilli 317 réfugiés, soit le quart de notre population ! »

« Le village a fait preuve d'une solidarité très forte, ajoute-t-il. Car les familles ont accueilli leurs proches, partis vivre à la capitale, mais aussi des amis de ceux-ci ils ont partagé la

nourriture, le logement... Aujourd'hui, nous n'avons pas les moyens de faire un second recensement pour savoir combien sont repartis. Mais, à en juger par les élèves inscrits dans nos écoles, nous savons que nous devons encore accomplir un effort très important. »

Car si beaucoup de familles sont reparties pour Port-au-Prince – il faut bien retrouver un travail, en espérant bénéficier, d'une manière ou d'une autre, des retombées des milliards de dollars d'aide annoncées pour les prochaines années –, d'autres ont fait le choix de rester, même si le village n'offre aucune opportunité économique. Ici, pas de travail : on vit de l'agriculture de subsistance. Ou de la pêche, mais avec des moyens rudimentaires, à bord de pirogues creusées dans des troncs d'arbres, les « bois fouillés ».

«Un jour, nous avons vu débarquer 300 personnes sur un petit bateau»

Et pour les citoyens, l'adaptation est difficile. « Chaque jour, des gens viennent me voir pour me demander de l'aide, explique le P. Lavalas, curé des Abricots. Ils veulent à manger, un travail... Avant, cela n'arrivait que de temps en temps, aujourd'hui, c'est dix fois par jour. Des gens que je connais, du village, et des gens que je ne connais pas, de la capitale. »

Et le village des Abricots n'est pas une exception : toutes les communes du département affichent

les mêmes chiffres. « Un jour, nous avons vu débarquer 300 personnes sur ce petit bateau, se souvient Sènèque Philippe, médecin à Pestel, petit village de l'est du département. Et ça a duré comme ça une quinzaine de jours ! Ce qui fait beaucoup pour un village de 2000 habitants ! Et certains sont arrivés bien amochés. Grâce à l'aide d'une missionnaire américaine, nous avons pu évacuer 10 personnes par hélicoptère. Dont une jeune fille qui avait fait le trajet depuis Port-au-Prince avec une balle dans le talon d'Achille, reçue d'un policier. »

Sènèque est le seul médecin haïtien de cette partie du département, qui abrite environ 70 000 habitants. Certaines personnes marchent cinq heures pour arriver au centre de santé où il donne les soins élémentaires. « Depuis le 12 janvier, le rythme est infernal, explique-t-il au volant de son pick-up vert, célèbre dans tout l'est du département qu'il sillonne à longueur d'année. Avant, au centre de santé, nous avions de 10 à 20 rendez-vous par jour. Aujourd'hui, c'est plutôt de l'ordre de 100 ! Évidemment, avec des moyens constants. » Car, comme dans tout le département, aucune aide n'est arrivée de l'État haïtien. Seule la coopération cubaine, qui envoie des médecins, et la présence de Médecins du monde, antérieure au séisme, soulagent, un peu, le centre de santé.

Comme aux Abricots, l'éducation est l'autre point noir à Pestel. Au lycée Toussaint-Louverture, il a fallu mettre en place différentes tranches horaires pour faire entrer tout le monde dans le bâtiment, les effectifs ayant doublé de 250 à 500: nouvelles classes, heures supplémentaires, alternance matin et midi pour gérer au mieux l'espace.

À 21 ans, Hélène est en « rhétorique » (classe de première) et n'a cours que l'après-midi. Comme beaucoup de jeunes de la région, elle était partie vivre à Port-au-Prince avec sa sœur, faute de lycée à Pestel. Aujourd'hui, l'école locale a ouvert une classe de rhétorique pour accueillir les réfugiés et Hélène révise Voltaire devant la minuscule épicerie de sa mère. Elle est venue en bateau deux semaines après le séisme, traumatisée par la violence du drame.

Suite à la page (19)

Vous souvenez-vous d'Haïti ?

Cela fait quatre mois qu'un violent séisme a dévasté Haïti, temps suffisant pour que la situation dans le pays le plus pauvre du continent ait disparu des manchettes des grands journaux et des transnationales de l'information donnant ainsi lieu à ce qui est peut-être la principale tragédie historique du peuple haïtien : le silence, la solitude et l'indifférence.

A l'exception des pays membres de l'ALBA, l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique dont plusieurs, comme cela est le cas de Cuba, apportaient leur collaboration à Haïti bien avant la catastrophe, presque tous ont d'ores et déjà quitté Port-au-Prince et rares sont les autres pays qui, comme des îles dans une mer de désolation, maintiennent leur engagement solidaire. C'est fini les beaux discours et les visites de luxe et il n'y a, dans le Fonds International pour la Reconstruction, ouvert dans la Banque Mondiale, qu'un chèque de 55 millions de dollars, remis par le gouvernement



La Secrétaire Exécutive de la CEPAL, Alicia Bárcena

du Brésil, le premier à faire un apport monétaire.

C'est un grain de sable dans le désert si l'on prend en considération le fait que rien que pour reconstruire ce qui a été détruit et faire revenir le pays

à l'état où il se trouvait avant le séisme, on a besoin de 14 millions de dollars, selon des calculs de la Commission Economique de l'ONU pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, la CEPAL.

Le violent tremblement de terre a causé de graves dégâts à l'infrastructure, mais il a endommagé aussi de façon sévère le tissu social d'Haïti : plus de 200 000 morts, des dizaines de milliers de blessés dont beaucoup mutilés qui ont survécu mais qui auront besoin d'un suivi spécial permanent et plus d'un million de sinistrés. Au compte-goutte, à cause du manque de machines lourdes, les décombres disparaissent des rues, mais seules quelques familles aisées ont commencé à reconstruire, tandis que les autres familles restent sur les places et les camps de tentes aménagés pour les accueillir. La reprise des cours dans les établissements scolaires est la seule chose qui ait changé ces 120 derniers jours mais cette mesure a plutôt des objectifs prophylactiques à

cause du manque d'établissements et d'enseignants qui ont également été affectés par le désastre.

Tout reste en l'état ou pire peut-être : un très grand nombre de personnes en proie à une faim chronique dont les besoins se sont multipliés soudain, juste quand des signes positifs étaient perceptibles dans l'économie du pays.

Bien que la Secrétaire Exécutive de la CEPAL, Alicia Bárcena, ait lancé un appel en février à transformer Haïti en un modèle de reconstruction à travers une combinaison stratégique d'investissements publics et privés pour obtenir le développement, il n'y a encore aucun signe de la réalisation de ce projet. Les espoirs, puisqu'il y en a toujours, sont fondés sur le Sommet Mondial sur la Reconstruction qui se tiendra en juin en République Dominicaine. Une réunion préparatoire aura lieu ce vendredi.

Il se peut qu'alors le gigantesque mouvement qu'a éveillé la tragédie se

revitalise car il a été érodé au fur et à mesure que les jours passaient jusqu'au moment où les yeux et le cœur d'une bonne partie du monde se sont éloignés de ce coin des Caraïbes, guidés par ceux qui manipulent les informations et qui établissent les priorités en la matière.

On n'aura jamais assez répété, car ce sont des exemples à imiter, que l'aide de Cuba, du Venezuela et d'autres pays frères de l'Amérique Latine se maintient et s'élargit. Mais elle est insuffisante face à l'ampleur des besoins.

Sortir Haïti du retard et de l'opprobre et la ramener au 21e siècle avec toutes ces opportunités et potentialités exige des efforts concertés de la part de la communauté internationale qui a contracté une dette envers le peuple haïtien, historiquement laissé pour compte plongé dans sa misère et sa douleur dont nous sommes tous un peu responsables.

Cuba si Lorraine 12 mai 2010

Haiti, une culture du recommencement

Par Wiener K. Fleurimond

Depuis quelques semaines déjà les manifestations pour le départ du pouvoir en place s'organisent. Les opposants de tout poil à travers ces mouvements retrouvent leurs exercices favoris, même s'ils ne savent pas pourquoi réellement ils s'opposent et manifestent. Cela devient une tradition en Haïti. Il faut renvoyer le Président même si celui-ci est à quelques jours de l'expiration de son mandat constitutionnel. Le plus drôle dans cette ligue d'opposants, c'est que les vrais opposants sont peu bavards, d'ailleurs, le grand public ne les entend presque pas, ne les connaît pas non plus. Et pour cause, ils s'organisent, ils respectent les échéances constitutionnelles avant d'entrer en scène.

Le Président René G. Prével a, certes, depuis longtemps donné flanc à toutes sortes de critiques sur la manière dont il conduit les affaires de l'Etat, à commencer par la gestion politique de la catastrophe du 12 janvier 2010. N'empêche, l'on ne doit pas confondre opposition à une politique donnée à ce qu'il faut considérer définitivement comme une dérive institutionnelle en Haïti : à savoir le départ anticipé du chef de l'Etat avant l'expiration de son mandat constitutionnel. Evidemment, nous ne comprenons point non plus l'envie du chef de l'Etat de rester quelques jours de plus à la présidence de la République.

De même l'on ne partage pas sa vision sur la loi d'Etat d'urgence et ce, quelque soit sa durée, puisque les pouvoirs publics haïtiens ne nous convainquent pas qu'ils gèrent vraiment quelque chose même sans état d'urgence. Jusqu'à maintenant, le gouvernement n'a pris aucune décision qu'on pourrait qualifier d'extraordinaire ou ultra constitutionnelle dans le cadre de sa gestion en Etat d'urgence. Bref, le Président Prével, pour l'instant, n'a rien fait d'exceptionnel depuis cette date du 12 janvier. Pourtant, il y a des choses à faire non seulement en urgence pour la population, mais pour le pays sur le moyen et le long terme. En ce qui à trait à la *Commission Intérimaire de la Reconstruction d'Haïti* (CIRH), tout le monde le sait, y compris les opposants, cette instance ne relève pas des autorités haïtiennes s'agissant d'un organisme mis en place par la Communauté internationale pour gérer son argent vu qu'elle ne fait plus confiance aux gestionnaires haïtiens.

En clair, tant que le pays demeure sous le contrôle de ladite Communauté internationale sous la couverture de la MINUSTHA, les vraies décisions relèvent de nos « amis » étrangers et par conséquent les haïtiens n'ont qu'un droit de regard et cela, n'est pas une critique mais une évidence. Sous la présidence de Jean-Bertrand Aristide il était plus facile de dire tout et son contraire de faire n'importe quoi pourvu qu'une certaine presse en fasse bon usage et le tour était joué. Il était plus aisé d'appeler au secours contre le monstre, car une certaine unanimité entre l'intérieur (haïtien) et l'extérieur



Que viennent faire le Dr Maryse Narcisse, les René Civil et consort à côté des Gnbis de la trempe de Tunerb Delpé, d'Evens Paul, de Charles Henry Baker, des Osner Févry, Reynold Georges, etc ?

(étranger) était faite afin d'abattre celui par qui le scandale était arrivé.

D'où une certaine manipulation de l'opinion internationale ce qui avait permis à ce que les « blancs débarquent » plus facilement. Sauf qu'aujourd'hui, nos « sauveurs » sont déjà sur place et ce sont eux qui ont le contrôle du pays, donc le dernier mot. Ainsi, les opposants doivent comprendre que si leurs mobilisations devraient aboutir à la chute du Président René Prével, ils perdront eux aussi. Ce sera cette fois la fin pour de bon de la liberté de la presse, de manifester, de revendiquer.

Car, il ne faut pas croire que si le Président et son gouvernement se trouvent dans l'obligation de démissionner, l'Internationale une nouvelle fois fera appel à un membre de la diaspora pour diriger on ne sait quel gouvernement intérimaire. La Communauté internationale n'acceptera plus que ce soit un gouvernement provisoire ayant à sa tête un hypothétique et obscure juge de la Cour de Cassation qui verra jouer les trouble-fête. Ceux qui manifestent contre le Président ont naturellement raison de le faire. Il y a de quoi revendiquer une autre politique pour le pays, une autre gestion d'Etat après le 12 janvier.

Mais attention, il faut le faire avec intelligence, retenue et logique sinon, ils risquent de tout perdre à commencer par le droit d'utiliser le « béton » sur lequel ils manifestent. L'internationale est déjà présente sur le territoire national, elle observe, elle épie et elle guette les moindres faits et gestes de tout le monde. Par le quadrillage du territoire en hommes et en munitions, par ses moyens techniques, aujourd'hui l'ONU est en mesure de faire ce qu'elle n'a pu faire il y a six ans, rendre la gestion effective de l'ensemble du pays. Les leaders politiques du secteur populaire, qui, pour les besoins de la cause, s'alignent et s'affichent avec leurs pires ennemis d'hier doivent bien y réfléchir.

Il n'y aura pas de seconde chance. Les Etats-Unis, la France et le Canada à travers l'Organisation des Nations Unies (ONU) installeront pour de bon un tutorat sur Haïti si jamais ils laissent renverser le Président René Prével. Nous devons être logiques, cette culture du recommencement ne peut que conduire à notre perte. Cette fois-ci, ils ne feront pas semblant, ils

s'installeront en maîtres et se comporteront en seigneurs sur cette terre. Ayez un peu de bon sens ! S'ils sont déjà présents sur le territoire, ils font déjà pratiquement la loi partout dans le pays avec leurs bases et, avec toute cette force de dissuasion, on n'arrive pas à se comporter en adulte. Comment imaginer qu'ils vont partir sans qu'il y ait un minimum de consensus entre nous ?

Le Président Stenio Vincent, en 1934, a obtenu le départ des marines grâce à l'appui et le soutien de tout le pays surtout avec le courage et le sacrifice de ceux qui ont combattu dès les premiers jours du débarquement en 1915 et ce jusqu'au départ des occupants, suite à un accord politique. Cette lutte qui ressemble plus à une sorte de gaguère dans la mesure où ce mélange d'intérêts divergents ne mènera nulle part. Car, sur le plan politique et social il n'existe aucune cohérence. Certes, le Président Prével, en dépit de son triomphe électoral de 2006 avec la base politique de l'ex-Président Aristide, a tout de suite dévié de sa trajectoire pour embrasser ces anciens adversaires de toujours et s'est mis dans une situation délicate, voire dangereuse, en prenant un peu trop de liberté avec les institutions.

Mais est-il vraiment le seul responsable dans ce cas ? Tout ce qu'il a fait institutionnellement ne peut être contesté que légalement. Puisque, jusqu'à maintenant, il a toujours utilisé la voie légale en passant par le Parlement pour arriver à ses fins. Dire qu'il a violé la Constitution, patati et patata témoigne d'un manque d'argument. En revanche, ce qu'on peut lui reprocher, c'est de ne pas accélérer la poursuite des processus institutionnels qui auraient dû être finalisés depuis longtemps : Conseil Electoral Permanent, Cour de Cassation, Décentralisation, etc. Car, à son arrivée aux timons des affaires, il avait un boulevard devant lui afin de mettre en place ces institutions défailtantes. Ce qu'il n'a malheureusement pas fait. L'exemple des élections qui n'ont jamais pu être organisées à temps est le plus frappant. Or, tout le monde s'attendait à ce que le chef de l'Etat, pendant son second quinquennat, remette le pays au moins dans le sens de la marche, Suite à la page (19)

L'ancienne opposition, prend-elle les gens du peuple pour des macaques ?



Kplim (à droite) et Apaid, il faut absolument leur rappeler les torts qu'ils ont causés et au peuple et au pays

Par Guerby Dujour

Voilà des idiots utiles, pour citer un terme cher à Lénine, qui se croient intelligents. Etonnamment, voilà Evans Paul, Himler Rébu et tant d'autres sicaires du mouvement Gnb-anti peuple, anti-lavalas qui, aux abois, ne cessent de faire des mamours aux lavalassiens pour les aider à se débarrasser de René Prével. Incapables depuis toujours de faire des propositions politiques concrètes qui puissent aider à un nouveau départ et ce depuis avant la tragédie de janvier 2010, ces fossoyeurs de la démocratie recourent encore une fois à la déstabilisation. Sans passer au crible la réalité qui est complètement différente de l'avant 20004, les revoilà qui veulent déjà retourner à leur vomissement. On dirait qu'ils sont devenus plus fous, plus minables qu'avant. Autrement ces mauvais coucheurs devraient se taire, laissant l'opportunité à des gens de bien d'intervenir pour libérer la nation prise en otage par des voyous. Au lieu de prendre conscience de leur bêtise, de leur ignorance politique, n'est-ce pas qu'ils reviennent avec les mêmes vieux discours, les mêmes vieilles formules qui n'ont pas réussi à changer quoique ce soit si ce n'est que renverser des gouvernements dans une ambiance de violence perpétuelle au mépris des vies humaines ?

De 2001 à 2004, Himmler Rébu, Evans Paul, René Julien, Mirlande et Lesly Manigat, Victor Benoit, Serge Gilles, André Apaid, Charles Henry Baker, Chavannes Jean Baptiste, Kettle Julien, une fief-fée menteuse et égérie de l'oligarchie pilleuse et tant d'autres vauriens dont on ne se rappelle plus les noms s'étaient ligués à des étrangers contre la masse des pauvres qui avaient fait d'Aristide le dirigeant de leur pays par voie régulière. Pendant trois ans, sans répit ni conscience, ces apatrides ne laissèrent pas un seul pouce de terrain à ce dernier en vue d'assister le peuple.

Un blocus économique non déclaré empêchait Aristide d'exécuter pas même un seul point du pro-

gramme politique du parti Fanmi Lavalas: Investir dans l'humain. Ayant constaté l'invincibilité d'Aristide par rapport au support populaire dont il jouissait et dont il jouit encore, ces affairistes politiques recouraient à la guérilla qui incendiait des édifices publics dont des commissariats de police, tuait des policiers, assassinait de paisibles citoyens dans le Nord, l'Artibonite, l'Ouest, le Sud et le Plateau central. Qui oublie déjà le carnage de Pernelles revendiqué plus tard par Ravix Ramicinho, ex-caporal des anciennes forces armées et membre de la guérilla placée sous le contrôle de Guy Philippe, mercenaire et ex-commissaire de police ?

Qui oublie déjà Lourvo Petit, un jeune militant pro lavalas tué à coup de pierres au cours d'une manifestation gnbiste. Lors Paul Denis, l'actuel ministre de la justice du gouvernement Prével-Bellerive, avait revendiqué cet acte criminel prétextant que Lourvo Petit arborait un T-shirt frappé à l'effigie d'Aristide et qu'il a eu ce qu'il a voulu. Qui oublie déjà le nommé Loulou, un quadruplégué connu pour ses convictions lavalassiennes, tué à Pétion-ville lors d'une manifestation gnbiste. Qui oublie déjà les purges réalisées dans les quartiers pauvres de Port-au-prince et sous Latortue et sous Prével en vue de liquider les partisans de lavalas taxés de chimères et de rats ?

Lors de ces forfaits et forfaitures, Evans Paul, Delpé, Rébu riaient aux éclats et déclaraient que la police et la Minustha faisaient du bon travail sauf qu'ils restaient sur leur soif à cause du fait que ces forces avaient des difficultés lors à capturer Amaral Duclona qui croupit aujourd'hui dans une prison française au nom de la continuité gnbiste. Delpé, dans sa rage de second couteau, réclamait le retour des anciennes forces armées. Selon lui seule une armée pourrait affronter les lavalassiens qui élisent domicile dans les corridors des bidonvilles. Ainsi comment ces putschistes, partisans de l'exclusion et du crime organisé peuvent-ils, sans gêne, prétendre convoquer ce même peuple pour les aider à se débarrasser de leur

Suite à la page (19)

Broad Mobilization Against Préval Continues

By Yves Pierre-Louis

On Monday, May 17, thousands of demonstrators filled the streets of Port-au-Prince as they had the week before to demand the resignation of President Préval for violating the 1987 Constitution, for putting the country under foreign trusteeship with the 18 month "state of emergency law," for prolonging his mandate, for keeping President Jean-Bertrand Aristide in exile, and for orchestrating rigged elections to put his own partisans in power.

The demonstrators stepped off from St. Jean Bosco, Aristide's former parish, marched down Grande Rue, took Rue St. Martin up to Belair, then came down Rue Montalais to rally in front of the National Palace. All along the march, demonstrators held up posters and banners calling for Préval's resignation and for a passport or *laissez-passer* for President Aristide to return to Haiti.

"The emergency is not an emergency," demonstrators chanted. *"We are coming to get from them Aristide's passport and laissez-passer! Préval must go!"*

The demonstrator made several laps around the Champ de Mars, the capital's central square, despite the metal barriers police had erected. In confrontations between the demonstrators and the police's Company for Intervention and the Maintenance of Order (CIMO), a crowd control unit, the barriers were swept aside. For the first time, members of the Lavalas Family party's executive committee – Maryse Narcisse, Jacques Mathelier, Lionel Etienne – took part in the demonstrations.

"The Lavalas Family is not following anybody else," said Jacques Mathelier in response



On May 18, a crowd assembled on the steps of the cathedral of Archaïe for the traditional Flag Day ceremony with President René Préval

to some rank-and-file concerns that the party was being used by politicians who supported the 2004 coup against Aristide to advance their political ambitions. *"On the contrary, we are the majority and we have opened our arms wide to receive leaders of all tendencies who want to struggle to change the situation in our homeland. We are not following others. Others are coming to support and enter into the struggle which the popular majority is wag-*

ing to have its rights respected, to stop its exclusion from elections, so that the people's situation can change. We don't have any problem for anybody to join the struggle today to help us wage the fight to get President Préval's departure."

René Civil, one of the founders of the Heads Together of Popular Organizations (Tèt Kole) coalition which is spearheading the protests, said that *"the Lavalas Family thinks that it is all of society that should enter into the struggle being waged, a struggle for a new electoral council, for everybody to participate in the anticipated elections, the struggle to get people out of tents, to give them food and healthcare, to put them in decent provisional housing. It's everybody's battle to denounce the emergency law, for young people to go to school, to college, to find work. That's why people are mobilizing today, it is a sentiment which is sweeping the country... We are going to fight until President Préval leaves power."*

In a prepared text, Tèt Kole declared: *"The people legitimized the President, but the people are now taking back this legitimacy. We declare that Préval is a de facto president, so he must go. Since January 10, 2010, there is no Parliament. Therefore, Prime Minister Jean Max Bellerive has no place, he must resign. The 1987 Constitution established*



On May 17, thousands marched through Port-au-Prince to demand President Préval's resignation and a passport for exiled former president Jean-Bertrand Aristide

a semi-parliamentary, semi-presidential system. If there is no parliament, there is no prime minister."

On May 18, Haitian flag day, President René Préval made the traditional trip 25 miles northwest of the capital to the town of Archaïe, where the bicolor was created by founding father Jean-Jacques Dessalines 207 years earlier. There he made a speech before a crowd of mostly young people dressed in government-distributed white T-shirts holding small blue and red flags.

Such national ceremonies now tend to evoke scorn instead of pride among most Haitians who feel that President Préval's

gestures are cynical and hypocritical because he has allowed and even encouraged the country to remain militarily occupied and politically and economically controlled by foreigners.

"President Préval has ravaged the country and all Haitians," said the Lavalas Family's Jacques Mathelier. *"He and his team are incompetent. He must step down and the country will move to a provisional government chosen by the Supreme Court. In 45 to 90 days, elections will be held and on February 7, we will have new leaders in the country. We will continue the fight if Préval persists in his refusal to leave."*

VARIÉTÉ & VIBRATIONS RADIO SHOW
AVEC YÉYÉ BOUL
 MONDAY-FRIDAY, 3-6 P.M. (EST)
WLQY 1320 AM
 WWW.YEYE123.COM

CDs, DVDs, Perfumes,
ELECTRONICS, BIBLES, ETC....
2 LOCATIONS
 13156 NW 7TH AVENUE, MIAMI, FL
 1 NW 54TH STREET, SUITE #3, MIAMI, FL
 (305) 305-9393 yeye@yeye123.com

VIBRATIONS STORES
YÉYÉ BOUL

LE PAPE, LA PÉDOPHILIE ET LA

Par Sara FLOUNDERS *

Il y a plus de 150 ans, Karl Marx expliquait que « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours a été uniquement l'histoire de la lutte des classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, bref oppresseurs et opprimés, se sont affrontés dans une lutte ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée ». La société moderne s'accompagne « de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte ».

Depuis 25 ans, l'Eglise catholique se trouve au centre d'une lutte acharnée: ceux et celles qui avaient subi des abus sexuels durant leur enfance ont été de plus en plus nombreux à déposer plainte contre des prêtres en tant qu'individus, et, plus récemment, contre la puissante hiérarchie de l'église, dont des évêques et des cardinaux avaient systématiquement protégé les abuseurs.

Venue de la base, cette demande de justice a fait l'impensable: révéler le rôle du pape actuel, Benoît XVI, dans de monstrueuses et criminelles manœuvres de dissimulation d'envergure internationale.

Le marxisme est une science permettant de comprendre les questions de classes qui sous-tendent des évolutions sociales apparemment obscures et à mille lieues du combat immédiat des travailleurs. Bien que cachée dans l'ombre des sacristies, la controverse actuelle est en tous points une lutte des classes au sein de l'Eglise catholique. C'est une petite partie de la lutte globale des classes pour l'égalité, la défense des droits et l'émancipation.

Ce que l'on acceptait autrefois, croyant qu'on ne pouvait rien y faire, est devenu intolérable. Les milliers de personnes qui aujourd'hui formulent des accusations étaient de fidèles croyants issus des classes populaires qui se sont trouvés des années durant dans l'impossibilité totale de résister, ou même de parler à leur propre famille des crimes subis. Ils ont été abusés dans des orphelinats, des maisons de correction, des institutions spécialisées pour sourds ou handicapés, des écoles paroissiales locales ou dans des églises.

Le fait que certaines personnes "d'en bas" bravent le secret et la répression marque une rupture brutale avec le passé. Jusque-là, les abus n'avaient pas été dénoncés parce que l'autorité religieuse n'était pas mise en cause. Pour preuve, dans de nombreuses écoles paroissiales,



Les milliers de personnes qui aujourd'hui formulent des accusations étaient de fidèles croyants issus des classes populaires qui se sont trouvés des années durant dans l'impossibilité totale de résister

les abus sexuels étaient certes cachés, mais la maltraitance physique et psychologique, comme les humiliations, constituaient des pratiques si courantes qu'elles semblaient faire partie du cursus.

À mesure que les victimes ont commencé à parler, les prêtres qui les soutenaient ont été réduits au silence et se sont vus retirer leurs charges d'enseignement ou leurs postes à responsabilités. La hiérarchie ecclésiastique, un groupe restreint qui détient l'autorité religieuse



Joseph Ratzinger, l'actuel Pape: Benoît XVI, il s'est abstenu de prendre quelque mesure que ce soit contre les auteurs de violences sexuelles

absolue, n'a pas réussi pour autant à les faire taire ni à arrêter leur mouvement.

Pratiquement aucune dénonciation n'est venue de l'extérieur ou des autorités civiles, qui craignaient bien trop d'offenser une institution aussi puissante. Ce sont des catholiques apparemment dépourvus de tout pouvoir au sein de l'Eglise qui ont décidé de briser le silence. Ils ont porté plainte, fait des dépositions et finalement mené d'innombrables actions en justice; ils ont donné des conférences de presse, créé des sites internet, organisé des manifestations, mis sur pied des groupes d'aide et distribué des tracts lors de services dominicaux. Qu'ils se considèrent ou non comme partie intégrante de la lutte plus vaste pour les droits et la dignité, ils recourent en grande partie aux mêmes tactiques que d'innombrables autres mouvements.

Luttant pour défendre son autorité, ses biens et ses privilèges incontestés, la hiérarchie ecclésiastique a imposé un silence absolu et menacé d'excommunier les auteurs de dénonciations, ainsi que quiconque réclamait une intervention des autorités civiles. Ces efforts visant à maintenir la mainmise absolue du clergé participe d'un conflit interne portant sur la question suivante: Au service de qui cette puissante institution doit-elle se mettre ?

Dans le cadre du scandale international qui secoue actuellement l'Eglise catholique, des preuves détaillées ont déjà été fournies sur des dizaines de milliers de cas de viols ou d'abus sexuels commis par des milliers de prêtres sur des enfants. Les accusations portent sur des décennies. La colère a éclaté sous ses formes les plus virulentes dans les villes abritant les croyants les plus fervents des Etats-Unis; elle a ensuite gagné l'Irlande, l'Italie, puis l'Allemagne, dont la population est en grande partie composée de catholiques.

La grande nouveauté, à laquelle les médias consacrent une attention quasi quotidienne, réside dans les preuves, émanant de toutes parts, de la responsabilité personnelle que porte le pape actuel, Benoît XVI, dans les pratiques utilisées pendant des dizaines d'années pour permettre aux prédateurs sexuels de s'évanouir dans la nature, les couvrir ou les muter discrètement. Les condamnations les plus lourdes sont proférées par

ceux-là mêmes qui se considèrent encore comme appartenant à l'église catholique.

Le théologien catholique libéral Hans Küng expose le rôle du pape Benoît XVI dans une Eglise qui a laissé les abus se multiplier, étouffé les affaires et ordonné de se taire: « Personne, dans toute l'Eglise catholique, n'en savait autant que lui sur les cas d'abus sexuels, parce que ceux-ci relevaient de sa compétence. (...) Il est mal placé pour agiter un doigt réprobateur devant les évêques et leur reprocher de ne pas être intervenus. C'est lui-même, en tant que chef de la Congrégation pour la doctrine de la foi, qui en avait donné l'instruction, une instruction



Le prêtre colombien Camilo Torres Restrepo et ci-dessus le prêtre haïtien Jean-Bertrand Aristide

qu'il a réitérée une fois devenu pape. »

Dans l'éditorial du National Catholic Reporter du 26 mars 2010, on peut lire: « Le Saint Père doit, dans le cadre d'un forum crédible, répondre lui-même aux questions relatives à son rôle — en tant qu'archevêque de Munich (1977-82), en tant que préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi (1982-2005) et en tant que pape (depuis 2005) — dans la mauvaise gestion de la crise concernant les abus sexuels commis par le clergé. »

Avant d'accéder au sommet de la hiérarchie catholique, en avril 2005, Benoît XVI était le cardinal Joseph Ratzinger. Ses détracteurs le comparaient volontiers à un pit bull et le surnommaient "le rottweiler de Dieu". Sympathisant de l'extrême droite, il comptait parmi les poulains du pape Jean-Paul II, et se montrait déterminé à faire régner la discipline, le conservatisme et l'autorité de l'Eglise dans une institution en plein bouleversement.

Pendant 24 ans, Ratzinger a dirigé l'institution la plus puissante et la plus répressive de l'Eglise catholique: la Congrégation pour la doctrine de la foi. Appelée des siècles durant le Saint-Office de l'Inquisition, celle-ci était chargée de former des tribunaux religieux pour torturer et juger des milliers de personnes accusées de sorcellerie et d'hérésie. Elle a été l'instigatrice de pogroms et d'expropriations en masse à l'encontre des Juifs et des Musulmans. Le pape Jean-Paul II a tenté de s'en servir pour instaurer une Inquisition des temps modernes.

Des documents jettent la lumière sur une vaste opération de dissimulation

L'ampleur de la conspiration criminelle internationale ourdie afin d'assurer le silence, et donc de protéger les pédophiles en série et placer les intérêts de l'église au-dessus de la sécurité et du bien-être des enfants, a éclaté au grand jour l'année dernière, lorsqu'on a découvert comment avaient été gérés des cas d'abus sexuels en Irlande, un pays essentiellement catholique.

Pendant des années, les victimes d'abus ont demandé à l'église de prendre des mesures et au gouvernement d'engager des poursuites. Une série de révélations dans la presse irlandaise a finalement décidé le gouvernement irlandais à commander une étude dont la réalisation a pris neuf ans. Le rapport final, qui compte 2600 pages, a été publié le 20 mai 2009. Il repose sur le témoignage de milliers d'anciens usagers et employés de

plus de 250 institutions placées sous la houlette de l'église. La commission chargée de l'enquête a établi que des prêtres et des nonnes catholiques avaient terrorisé des milliers de garçons et de filles pendant des dizaines d'années, et que les inspecteurs gouvernementaux n'avaient pas réussi à mettre un terme aux coups, aux viols et aux humiliations systématiques. Elle a qualifié d'endémiques le viol et l'atteinte à la pudeur dans les industrial schools (des écoles spécialisées dans l'éducation d'enfants abandonnés, négligés, et criminels) et les orphelinats dirigés par l'église catholique (www.child-abusecommission.com/rpt/).

En Irlande, l'ampleur des abus et la force du mouvement exigeant des comptes ont contraint le pape Benoît XVI à publier au nom de l'Eglise catholique de pâles excuses qui rejetaient la faute sur les évêques irlandais. Qu'il se lave ainsi de toute responsabilité, alors que de notoriété publique il a joué un rôle majeur dans l'imposition du silence, a mis en rage des millions de catholiques croyants et sincères, et enflammé une opposition qui allait déjà croissant depuis des décennies au sein même de l'Eglise.

Dans un sermon prononcé à Springfield, (Massachusetts), le révérend James J. Scahill, qui dénonce de longue date les agissements de l'église pour étouffer tout scandale, a répondu à ces excuses formulées du bout des lèvres en qualifiant certains membres du clergé de "félons" et réclamé la destitution du pape Benoît XVI. « Nous devons personnellement et collectivement déclarer que nous doutons beaucoup de la véracité des propos du pape et de ceux qui, dans la hiérarchie de l'église, le défendent ou se sacrifieront en son nom. Il devient évident que pendant des décennies, voire des siècles, les dirigeants de l'Eglise ont couvert des actes d'abus sexuels sur des mineurs afin de protéger l'image de l'institution et du clergé » (James J. Scahill, New York Times, 12 avril 2010)

James J. Scahill explique avoir commencé à réagir en 2002, à la demande de ses paroissiens, alors que des affaires de pédophilie s'étendant sur plusieurs décennies étaient dévoilées à Boston.

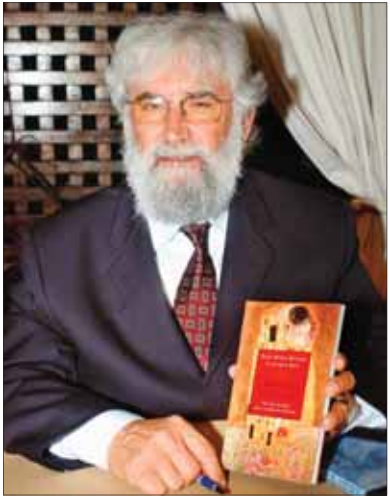
Le cardinal Bernard Law, de l'archidiocèse de Boston a clairement contribué à protéger des prêtres pédophiles de toute sanction par une autorité religieuse ou laïque en les transférant discrètement. En 2002, le scandale a éclaté à l'échelle nationale lorsqu'un juge du Massachusetts a autorisé la divulgation de milliers de pages de documents, notes et dépositions légales. Ces archives, qui font état de plus de 1000 enfants abusés dans l'archidiocèse par 250 prêtres ou personnes travaillant pour l'église depuis 1940, révèlent clairement un double dessein: d'une part dissimuler et protéger les coupables, et d'autre part marginaliser les victimes. Le cardinal Law a été contraint de démissionner et l'archidiocèse de Boston a dû verser entre 85 et 100 millions de dollars de réparations pour 552 cas.

Cette décision de justice qui contraint l'Eglise à verser plusieurs dizaines de millions de dollars aux victimes, l'ampleur des scandales dans d'autres villes et la couverture médiatique des affaires de pédophilie dans l'Eglise ont poussé les évêques américains à publier une "Charte pour la protection des enfants et des jeunes", qui prescrit une politique de tolérance zéro incluant le renvoi immédiat des prêtres à la moindre faute. Par contre, la charte ne prévoit aucune mesure contre les évêques impliqués dans des actes destinés à dissimuler les crimes.

Pourtant fort modestes, les efforts consentis par l'assemblée épiscopale américaine se sont heurtés à l'opposition de Joseph Ratzinger, alors cardinal. Celui-ci a demandé que toutes les accusations d'abus soient transmises à l'institution qu'il dirigeait — la Congrégation pour la doctrine de la foi — avant que les prêtres puissent être exclus du sacerdoce. L'un de ses premiers gestes après son accession au pontificat a été de nommer le cardinal Law, de Boston, à un poste prestigieux au Vatican.

Dans une lettre tristement célèbre qu'il a envoyée aux évêques en 2001, le

LUTTE DES CLASSES



Le charismatique brésilien Leonardo Boff et l'évêque mexicain Samuel Ruiz Garcia du Chiapas

cardinal Ratzinger a usé de sa position pour exiger le secret sur les allégations d'abus sexuels, sous peine d'excommunication: il demandait que les prêtres accusés de crimes sexuels ainsi que leurs victimes "observent le secret le plus strict" et qu'ils soient "tenus au silence perpétuel".

Ancien juriste au Vatican, le père Tom Doyle a dénoncé par ces mots cette politique adoptée dans les plus hautes sphères du Saint-Siège: « Il s'agit d'une politique explicitement conçue pour étouffer des affaires d'abus sexuels sur des enfants par des clercs et pour punir quiconque tenterait d'attirer l'attention sur ces crimes commis par des hommes d'Eglise. Si des prêtres pédophiles devaient être découverts, la réaction était non pas d'enquêter et de les poursuivre, mais de les affecter ailleurs. »

Négligence ou complicité criminelle ?

Quelle est l'étendue des crimes sexuels sur des mineurs? La hiérarchie de l'Eglise est-elle coupable d'avoir ignoré le problème — ce qui équivaut à de la négligence criminelle? Ou se rend-elle coupable de complicité criminelle en refusant d'intervenir quand bien même les crimes lui sont directement signalés?

Une note signée de la main du cardinal lorsqu'il dirigeait la puissante institution vaticane vers laquelle étaient dirigées toutes les accusations d'abus, a été publiée en avril dernier, déclenchant une nouvelle vague d'effroi. Celui qui occupe maintenant la charge de pape a interrompu toute action entreprise contre un prêtre pédophile, le révérend Lawrence C. Murphy.

Le révérend Murphy était accusé d'avoir abusé — en dépit des demandes déposées pour réclamer son expulsion, y compris par son évêque — de plus de 200 garçons dans l'école pour sourds de Milwaukee. Durant des décennies, les anciens élèves ont formulé des requêtes pour que le père Murphy soit inculpé en recourant à un langage de signes et en faisant des dépositions sous serment lors de réunions auxquelles participaient des évêques et des fonctionnaires civils.

Au même moment, en Italie, le grand public apprenait que 67 anciens élèves d'une autre école pour sourds, sise à Vérone, accusaient 24 prêtres, frères et autres laïcs d'avoir abusé d'eux depuis l'âge de sept ans.

En Allemagne, plus de 250 affaires étouffées ont refait surface au cours des deux derniers mois, y compris dans des districts qui étaient placés sous la surveillance directe du cardinal Ratzinger.

Encouragées par le retentissement international du procès de Boston et par une condamnation à plusieurs dizaines de millions de dollars de réparations, de nombreuses autres victimes ont commencé à sortir de leur silence et à saisir la justice. Plus de 4000 prêtres ont été mis en accusation pour des actes pédophiles commis aux Etats-Unis et qui remontaient parfois jusqu'à 1950; l'Eglise catholique a dû verser plus de 2 millions de dollars aux victimes. En 2007, l'archidiocèse de Los Angeles a annoncé un accord chiffré à 600 millions pour un total de 500 plaignants. Six diocèses ont dû en déclarer faillite et nombres d'autres vendre d'importants biens ecclésiastiques

témoignages, actions en justice, investigations et révélations ont émané de l'Eglise catholique elle-même, à savoir des religieux ayant été abusés. C'est souvent par la suite que de nombreux catholiques ordinaires se sont joints à eux pour demander des comptes à une hiérarchie cléricale privilégiée soucieuse de défendre sa position, son autorité et ses biens, et non les enfants.

À travers toute l'Europe, de plus en plus de voix s'élèvent pour exiger que le pape Benoît XVI soit traduit devant la Cour pénale internationale (CPI) au motif que protéger l'Eglise plutôt que ses victimes constitue un crime. Geoffrey Robertson, expert judiciaire auprès de l'ONU et ancien Président de la cour spéciale pour la Sierra Leone, estime qu'il est temps de remettre en question l'immunité du pape. Dans un article du London Guardian du 2 avril 2010 intitulé « La place du pape est sur le banc des accusés », il déclare: « L'immunité ne peut plus durer. Le Vatican devrait être soumis à l'ensemble du droit international. La pédophilie est un crime contre l'humanité. L'aberrante prétention du Saint-Siège à former un Etat — dont le pape fait office de chef et bénéficie donc de l'immunité qui lui permet d'échapper à toute action en justice — n'a aucun sens ».

Reste que la CPI a, pour l'heure, mis en accusation quatre pays seulement, en l'occurrence des pays qui se trouvent dans la ligne de mire de l'impérialisme.

En outre, la CPI n'a pas jugé nécessaire de se pencher sur les crimes commis par les Américains en Irak et en Afghanistan, ni sur ceux perpétrés par des Israéliens contre des civils palestiniens ou libanais. On ne verra donc vraisemblablement pas de sitôt le Vatican — forteresse de l'impérialisme à l'échelle mondiale — convoqué devant les tribunaux pour répondre de ses actes.

Guerre déclarée contre les mouvements mondiaux pour la justice

Quel rôle le Vatican joue-t-il dans une société de classes particulièrement chère à l'impérialisme?

Joseph Ratzinger ne s'est pas contenté d'absoudre, de couvrir et de transférer des milliers de prêtres pédophiles. Il a abusé pendant 25 ans de sa position de chef de l'institution la plus puissante de l'Eglise, la Congrégation pour la doctrine de la foi, afin de démettre des milliers de personnes — prêtres, évêques et religieux un tant soit peu progressistes ou ayant à cœur de défendre les droits et la dignité des pauvres et des opprimés — des fonctions qu'ils occupaient dans des paroisses, des écoles ou à un certain niveau de la hiérarchie.

Les théologiens, enseignants, écrivains et intellectuels catholiques dissidents se sont vus empêchés d'écrire, de publier et d'enseigner dans des institutions religieuses. Certains évêques, qui avaient tenté de faire valoir leur autorité pour contribuer à un changement social, ont été mis en examen pour déloyauté et contraints de démissionner. Ils ont ensuite été remplacés par les clercs les plus réactionnaires qui soient, des conservateurs essentiellement attachés à préserver l'autorité et le dogme religieux.

Toutes ces manœuvres faisaient

partie d'un projet de la droite destiné à étouffer la théologie de la libération. Ce courant religieux progressiste s'employait à aligner l'Eglise sur les mouvements de libération ainsi que sur les luttes anti-coloniales et révolutionnaires qui se développaient non seulement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, mais aussi aux Etats-Unis, au sein du mouvement pour les droits civils.

À l'instar du père Camilo Torres en Colombie, qui a participé aux efforts d'unification du marxisme révolutionnaire et du catholicisme en tant qu'orateur, écrivain, et organisateur, certains prêtres représentaient des menaces directes pour l'exploitation capitaliste. Le père Torres, qui avait rejoint la lutte armée contre les dictatures soutenues par les Etats-Unis, a été tué au combat.

Les nonnes militant à la tête du mouvement chrétien Sanctuary movement, qui prêtait assistance aux immigrants salvadoriens en les aidant à fuir les escadrons de la mort, ont également été traquées, comme l'ont été Philip et Tom Berrigan, deux prêtres qui, avec un groupe militant catholique opposé à la guerre du Vietnam, n'ont cessé d'agir malgré le risque d'arrestation et ont purgé des peines de prison.

L'Eglise a interdit d'écrire et de s'exprimer des théologiens de la libération tels que le charismatique Brésilien Leonardo Boff; elle a exclu de leur ordre religieux et contraint à la démission des prêtres qui s'étaient mis au service des pauvres, comme le prêtre haïtien Jean-Bertrand Aristide, et qu'elle accusait d'avoir "glorifié la lutte des classes". Dans la région mexicaine du Chiapas, l'évêque Samuel Ruiz a reçu l'ordre de s'abstenir de toute "interprétation marxiste".

Cette chasse aux sorcières, cette purge, visait les militants anti-racistes et ceux qui luttaient pour la justice sociale. L'évêque Richard Williamson, qui a nié



Le feu président Ronald Reagan (à gauche) et le Pape Jean-Paul II, sous le pontificat de ce dernier puis de Benoît XVI, l'Eglise catholique a été et reste une fidèle alliée de l'impérialisme américain

publiquement l'holocauste, a, lui, été réintégré dans l'Eglise à bras ouverts.

Confrontée à une opposition qui s'amplifie à tous les niveaux, la puissante institution qui protégeait la propriété et les privilèges de la classe dirigeante occidentale depuis des siècles a déployé les forces les plus réactionnaires et les plus fanatiques pour mener bataille contre ceux qui prônaient le changement, l'ouverture, l'égalité ainsi qu'une prise en compte des besoins des pauvres et des opprimés.

Sous le pontificat de Jean-Paul II puis de Benoît XVI, l'Eglise catholique a été et reste une fidèle alliée de l'impérialisme américain, qu'elle épaulait pour empêcher la construction socialiste de l'Europe de l'Est. En échange, les puissants médias des Etats-Unis en assuraient la promotion et en donnaient une image favorable, tout en diabolisant parallèlement l'Islam et d'autres religions de peuples opprimés.

En 2006, Benoît XVI a apporté son soutien à la propagande anti-musulmane que Washington nourrissait sciemment pour justifier la guerre et l'occupation en Irak et en Afghanistan. Par ailleurs, dans un discours de première importance, il lui est arrivé de citer un empereur byzantin du XIVe siècle, pour qui le prophète Mahomet n'avait apporté sur terre que « des choses mauvaises et inhumaines ».



Le Vatican et la Basilique Saint Pierre de Rome est l'église principale du Catholicisme

Son alliance avec l'impérialisme américain a poussé l'Eglise catholique à renouer avec les pires excès réactionnaires de son sombre passé. Les membres de groupes liés aux escadrons de la mort et aux dictatures militaires qui ont sévi dans toute l'Amérique Latine, ou encore au fascisme ou à l'extrême droite européenne — l'hermétique Opus Dei ou les Légionnaires du Christ, par exemple — ont été nommés aux plus hauts postes, au Vatican ou ailleurs dans le monde.

Deux clercs fascistes, Josemaria Escrivá, qui s'est rangé aux côtés d'Hitler lors de la Deuxième guerre mondiale et a mis sur pieds des groupuscules d'extrême droite pour faire la chasse aux communistes ainsi qu'aux syndicalistes révolutionnaires dans l'Espagne de Franco, et le cardinal croate Aloisius Stepinac, qui a participé à la constructions de camps

s'est abstenu de prendre quelque mesure que ce soit contre les auteurs de violences sexuelles — ce qui aurait menacé l'autorité et le caractère sacro-saint du sacerdoce — mais il a aussi été le maître d'œuvre en matière d'application de doctrines religieuses archaïques sur la sexualité ainsi que sur la subordination des femmes dans l'Eglise comme dans l'ensemble de la société. Pas question de la moindre libéralisation sur des sujets tels que le contrôle des naissances, l'avortement, le divorce ou la reconnaissance de l'homosexualité. Au sein même de l'Eglise, on a brandi les notions de péché et de faute pour instaurer ces règles d'un autre âge. Les catholiques homosexuels, ceux qui s'étaient remariés, avaient eu recours à la contraception ou à l'avortement se sont vu refusés les sacrements et exclus de l'église ou excommuniés.

Les institutions ecclésiastiques disposant d'importants moyens financiers et d'un certain poids politique ont pleinement utilisé leur influence dans la société civile, sous des formes agressives, pour empêcher tout assouplissement des lois sur le divorce et l'octroi aux femmes du droit à la contraception et à l'avortement. L'Eglise catholique a organisé et financé des campagnes politiques contre le mariage homosexuel et l'adoption d'enfants par des couples du même sexe. Or, tout en proclamant haut et fort qu'il était de son devoir de protéger les enfants à naître, elle refusait de protéger ceux qui se trouvaient sous sa responsabilité directe.

A mesure que déferlait la vague de protestation contre les abus d'enfants confiés à l'église, ce groupe réactionnaire a cherché à faire passer ses pratiques d'occultation pour un combat contre la communauté homosexuelle en établissant un lien entre la pédophilie, à savoir l'abus sexuel de mineurs, et l'homosexualité, un acte entre adultes consentants.



Le bras droit du pape et cardinal secrétaire d'Etat du Vatican, Tarcisio Bertone, a mis la pédophilie sur le compte de l'homosexualité

Le 14 avril 2010, Tarcisio Bertone, bras droit du pape et cardinal secrétaire d'Etat du Vatican, a mis la pédophilie sur le compte de l'homosexualité, qu'il a qualifiée de pathologie. En 1986, Joseph Ratzinger avait utilisé le terme de "per

Suite à la page (16)

Non seulement Joseph Ratzinger

Conversations avec la bloggeuse cubaine Yoani Sánchez

5^{ème} partie

Par Salim Lamrani

Voici un débat rare et instructif: la bloggeuse cubaine anti-castriste Yoani Sánchez a souhaité dialoguer avec l'universitaire français Salim Lamrani. L'un et l'autre sont les voix les mieux relayées sur le net des deux camps. Ils sont donc reconnus par tous comme représentants et emblématiques des deux points de vue qui s'affrontent.

Très vite, Mme Sánchez s'avère incapable d'étayer les critiques et accusations qu'elle formule à l'encontre du gouvernement cubain, tandis que M. Lamrani cite des faits précis et s'appuie sur des documents et des rapports internationaux non contestés pour étayer son soutien à la politique conduite par La Havane.

En définitive, le déséquilibre qualitatif entre l'argumentaire des deux débatteurs est si flagrant que l'on s'interroge sur la bonne foi des anti-castristes et des médias qui relayent un discours dénué de fondement

Le financement des dissidents cubains par les Etats-Unis

Salim Lamrani : Wayne S. Smith, dernier ambassadeur des Etats-Unis à Cuba, a déclaré qu'il

était « illégal et imprudent d'envoyer de l'argent aux dissidents cubains ». Il a ajouté que « personne ne devrait donner de l'argent aux dissidents et encore moins dans le but de renverser le gouvernement cubain ». Et il explique : « Lorsque les Etats-Unis déclarent que leur objectif est de renverser le gouvernement cubain, et qu'ensuite ils affirment qu'un des moyens pour y parvenir est de fournir des fonds aux dissidents cubains, ces derniers sont placés de facto dans la position d'agents payés par une puissance étrangère pour renverser leur propre gouvernement ».

Yoani Sánchez : Je crois que l'on a présenté le financement de l'opposition par les Etats-Unis comme une réalité, ce qui n'est pas le cas. Je connais plusieurs membres du groupe des 75 dissidents arrêtés en 2003, et je doute vraiment de cette version. Je n'ai pas de preuves que les 75 aient été arrêtés pour cela. Je ne crois pas aux preuves présentées devant les tribunaux cubains.

Salim Lamrani : Je ne crois pas qu'il soit possible de nier cette réalité.

Yoani Sánchez : Pourquoi ?

Salim Lamrani : Le gouvernement des Etats-Unis lui-même affirme qu'il finance l'opposition interne depuis 1959. Il suffit de con-

sulter, en plus des archives étasuniennes partiellement déclassifiées, la section 1705 de la loi Torricelli de 1992, la section 109 de la loi Helms-Burton de 1996 et les deux rapports de la Commission d'Assistance à une Cuba libre de mai 2004 et juillet 2006 [4]. Tous ces documents révèlent que le président des Etats-Unis finance l'opposition interne à Cuba dans le but de renverser le gouvernement de La Havane.

Yoani Sánchez : Je ne sais pas, mais...

Salim Lamrani : Si vous me permettez, je vais citer les lois en question. Ainsi, la section 1705 de la loi Torricelli stipule que « les Etats-Unis fourniront une assistance, à des organisations non gouvernementales appropriées, pour soutenir des individus et des organisations qui promeuvent un changement démocratique non violent à Cuba ».

La section 109 de la loi Helms-Burton est également très claire : « Le Président [des Etats-Unis] est autorisé à fournir une assistance et offrir tout type de soutien à des individus et des organisations non gouvernementales indépendantes pour soutenir des efforts en vue de construire la démocratie à Cuba ».

Le premier rapport de la Commission d'assistance à une Cuba libre prévoit la mise en place d'un



Salim Lamrani et la bloggeuse cubaine anti-castriste Yoani Sánchez

« solide programme de soutien favorisant la société civile cubaine ». Parmi les mesures préconisées, un financement à hauteur de 36 millions de dollars est destiné au « soutien de l'opposition démocratique et au renforcement de la société civile émergente ». Le second rapport de la Commission d'assistance à une Cuba libre prévoit un budget de 31 millions de dollars pour financer davantage l'opposition interne. De plus, un financement d'au moins 20 millions de dollars annuels est alloué à ce même effet pour les années suivantes « jusqu'à ce que la dictature cesse d'exister ».

Yoani Sánchez : Qui vous dit que cet argent est arrivé entre les mains des dissidents ?

Salim Lamrani : La Section d'intérêts nord-américains, l'a

affirmé dans un communiqué : « Depuis longtemps, la politique des Etats-Unis consiste à fournir une assistance humanitaire au peuple cubain, particulièrement aux familles des prisonniers politiques. Nous permettons également aux organisations privées de le faire ».

Yoani Sánchez : Bon...

Salim Lamrani : Même Amnesty International, qui évoque la présence de 58 prisonniers politiques à Cuba reconnaît que ceux-ci sont incarcérés pour avoir « reçu des fonds ou du matériel du gouvernement américain pour des activités perçues par les autorités comme subversives ou faisant du tort à Cuba ».

Yoani Sánchez : Je ne sais

Suite à la page (16)

45ème anniversaire du passage du Che au Congo!



Il y a 45 ans le grand révolutionnaire internationaliste Che Guevara (assis au centre) arrivait en terre congolaise de la RDC !

Par Hubert Mwapatayi

La RDC a toujours représenté un enjeu majeur du monde au point que non seulement les puissances de la haute finance internationale se sont intéressées et continuent à s'intéresser à ce pays mais aussi les grands révolutionnaires de la lutte internationaliste tel l'illustre et inégalée idole Che Guevara qui a foulé son sol il y a 45 ans !

Le 45 anniversaire du passage du Che en R.D.Congo, a été célébré le samedi 8 mai 2010 dans la salle Mongita, dans la commune de Kinshasa. Le révolutionnaire Che

Guevara avait foulé le sol congolais le 24 avril 1965. A ce mémorial, nombreuses personnalités importantes étaient présentes. Parmi lesquelles des Députés nationaux, Sénateurs ainsi que des ambassadeurs. La cérémonie commémorative était organisée concurrentement avec l'apport de l'ambassade de la République de Cuba et celui de RICC/ Afrique pour la libération des cinq cubains et le Groupe Parlementaire d'Amitié RDC-Cuba.

Le colloque organisé à cet effet, a connu plusieurs temps forts. Différents orateurs ont défilé sur l'estrade, en vue de développer un thème ayant un rapport avec le combat de Che Guevara ou la libéra-

tion de cinq héros cubains, emprisonnés aux Etats-Unis d'Amérique. Sinon, on retient que Che Guevara, qui se considérait comme citoyen du monde, était quelqu'un qui avait beaucoup voyagé ; il avait foulé le sol de presque tous les pays de l'Amérique latine au nombre desquels il y a le Guatemala, le Costa Rica, le Salvador et bien d'autres. Toute sa vie, il la voua au service des opprimés. Son combat a été celui de Fidèle Castro.

Le passage de Che en RDC pour combattre l'impérialisme

En 1965, Che Guevara était arrivé au Congo Léopoldville pour combattre l'impérialisme, aux côtés de Laurent Désiré Kabila, encore au maquis à cette époque là. Che arriva au Congo pendant la crise. C'est la lutte dans laquelle il avait laissé LD Kabila, qui a conduit ce dernier, 32 ans après, au pouvoir. Ceci, explique le pourquoi de la présence de Marie-Madeleine Mienze, Secrétaire Général Adjointe du PPRD. D'autres révolutionnaires comme Dr Sondji, Mukulubundu, Mutomb Tshibal et bien d'autres, étaient également présents.

Par ailleurs, l'occasion était favorable pour des témoignages et des messages. Du combat de Che Guevara, des leçons ont été tirées. Comme par exemple: « La continuation de la lutte anti-impérialiste; la solidarité de dirigeants révolution, il faut que le peuple se mobilise ». L'un de objectifs visés, était qu'à la sortie du colloque, l'élite congolaise devrait être capable d'enseigner à la population, le bien fondé de la révo-

lution.

Le mot de circonstance de l'Ambassadeur de Cuba

Le Président du Groupe Parlementaire d'Amitié RDC Cuba et bien d'autres orateurs se sont exprimés. Quant à l'Ambassadeur de Cuba, son discours a tout résumé. Dans la lecture de la lettre envoyée par Che à Fidèle Castro, quelque temps avant sa mort, toute la quintessence s'y trouve. « Dans une révolution, on triomphe ou on meurt, si elle est véritable », disait-il. On a pu y entendre aussi: « Beaucoup de camarades sont restés sur le long du chemin menant vers la victoire ». « Dans les nouveaux champs de bataille, je porterai la foi que tu m'a inculquée, l'esprit révolutionnaire de mon peuple, la sensation de remplir le plus sacré des devoirs: lutter contre l'impérialisme où que je sois; cela reconforte et soigne davantage n'importe quelle blessure », déclara Che Guevara, à Fidèle Castro.

Dans son discours, l'Ambassadeur a notamment épinglé l'affaire de la libération de Gerardo, Antonio, Ramon, Fernando y René. Les cinq héros cubains emprisonnés aux Etats-Unis d'Amérique. D'autre part, il a déclaré que la politique de blocus des Etats-Unis qui dure depuis 50 ans, continue malgré les déclarations de l'actuelle administration. « L'année dernière les pertes enregistrées à cause des mesures des blocus de USA contre Cuba, dépassent le chiffre de 96 milliards de dollars. On continue d'empêcher l'exportation de biens et des services de Cuba aux Etats-Unis, etc. ».

Il sied de signaler que le Groupe Scolaire Che Guevara était venu agrémenter cet anniversaire. Le Coordinateur de cette école s'est exprimé pour la circonstance. Il s'est dit satisfait d'honorer la mémoire de Che. Par ailleurs, la dénonciation faite vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique, est une interpellation, a-t-il laissé entendre.

La Prospérité Kinshasa, 10 Mai 2010

VENUS
RESTAURANT

**Specializing in
Caribbean &
American Cuisine**



**We do Catering
Available for all
Occasions
Fritaille etc..**

**670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226**

"Venus, l'endroit idéal!"

7 1 8 - 2 8 7 - 4 9 4 9

Honduras: lettre de Zelaya à Correa, président tournant de l'Unasur

Voici la lettre que l'ex-président du Honduras Manuel Zelaya a envoyée à Rafael Correa, président de l'Équateur et actuellement également président pro tempore de l'UNASUR. Dans cette lettre Zelaya fait une proposition afin d'en finir avec la crise hondurienne, cette proposition devrait être présentée à l'UNASUR, à la SICA, au CARICOM, au GRUPO RÍO, à l'ALBA et à l'OEA.

Du Bureau de l'ex-Président Manuel Zelaya République Dominicaine le 9 Mai 2010

Rafael Correa Delgado
Président Constitutionnel de la République de l'Équateur
Président de l'UNASUR



L'ex-président du Honduras Manuel Zelaya (à gauche) et Rafael Correa, président de l'Équateur

Monsieur le président Rafael Correa, je m'adresse à vous afin que vous preniez connaissance de l'agenda que j'ai proposé pour la réconciliation nationale du peuple hondurien et contribuer à une solution pacifique acceptable pour le peuple dont la mise en place permettra la reconnaissance du Honduras par la communauté internationale.

Je porte à votre connaissance la proposition suivante : **Proposition d'accord politique pour le rétablissement de la démocratie et de la réconciliation nationale du Honduras.**

Depuis un exil forcé provoqué par le coup d'État militaire du

28 juin dernier, qui se prolonge aujourd'hui grâce à la poursuite judiciaire lancée à des fins politiques contre moi, ajouté aux violations des droits de l'homme, contre le peuple, et considérant la position solidaire et cohérente de l'UNASUR en défense du peuple hondurien, je vous présente la proposition qui permet le retour de l'État hondurien au sein de la communauté internationale et la réconciliation nationale du peuple hondurien.

Nous nous sommes permis de mettre en avant les faits suivants :

- La Cour Suprême de Justice a acquitté, avec non-lieu définitif, le

chef militaire auteur du coup d'État et responsable de délits de lèse humanité.

- Le Congrès National a décrété une amnistie uniquement applicable aux auteurs du coup d'État en laissant impunis les crimes les plus abominables et les violations des droits de l'homme commises contre la population sans défense.

- Le Procureur Général et la Cour Suprême de Justice coauteurs du coup d'État se sont maintenus à leurs charges, jouissant d'une impunité, lançant des actions de poursuite judiciaire contre le Président Zelaya et ses ministres à des fins

politiques.

- Aucun organisme, ni système de la communauté internationale, ni l'Organisation des Nations Unies (ONU), ni l'Organisation des États Américains (OEA), ni le Système d'Intégration De l'Amérique centrale (SICA), ni le Groupe Río, parmi d'autres, n'ont révoqué leurs résolutions et sanctions contre le coup d'État puisque les circonstances qui ont provoqué ce putsch et menacé notre démocratie n'ont pas été surmontées.

- La "Commission de la Vérité" a été mise en place par le gouvernement de manière unilatérale et sans consultation, en nous excluant totalement de tout le processus. Dans ce malentendu les victimes n'ont pas eu droit ni à la parole ni à une représentation. Cela les place dans l'incapacité de se défendre face à l'impunité des auteurs du coup d'État militaire.

C'est par le précédent que très conscient de la position du groupe UNASUR et de l'Équateur qui en occupe la Présidence pro tempore, je vous propose la possibilité d'un accord politique pour résoudre la crise consécutive au coup d'État militaire, qui envisage au moins les éléments suivants.

1. Que le Congrès National du Honduras décrète une amnistie, approfondie et suffisante pour que la voie judiciaire puisse suivre son cours pour les personnes qui ont agi lors du coup d'État aux côtés du dic-

tateur Micheletti et que l'on retrouve aujourd'hui dirigeants impunément les institutions en charge de la justice, qui s'acharnent contre l'ex-Président Zelaya et de grands fonctionnaires de son gouvernement.

Cet accord garantirait le retour au pays de l'ex-président Zelaya et à ceux qui se trouvent actuellement exilés, la pleine jouissance de leurs droits civils et politiques, demande appuyée par le peuple et le Front de Résistance Populaire, pour la réconciliation nationale.

2. Que l'on donne les garanties pour l'exercice de la LIBERTÉ DÉMOCRATIQUE dans le pays, qui permette de débattre et de décider de la nécessité de l'établissement de la démocratie participative et le droit qu'a la société en Résistance contre le coup d'État de penser, d'être reconnue en tant que force belligérante et d'exiger une nouvelle Constitution.

3. Garantir la cessation de la répression et le respect des droits de l'homme de tous les citoyens et citoyennes, en mettant un terme aux crimes, aux assassinats, aux poursuites judiciaires et à la répression dont sont responsables des organismes dépendants de la police et des forces armées.

4. Retirer de leurs charges les principaux responsables du coup d'État civil militaire, qui occupent les institutions judiciaires et des charges ministérielles.

Suite à la page (16)

Le maire de Paris Bertrand Delanoë se démasque!

La Coordination Nationale pour la Défense de la Révolution Cubaine et pour la Libération des 5 Cubains emprisonnés aux Etats-Unis, dénonce l'injure de la Mairie de Paris faite à Cuba, et en appelle au Peuple de Paris.

18 mai 2010 à 11h Place de l'Hôtel de ville à Paris.

En pleine crise politique, économique et sociale grave, au lieu de concentrer ses efforts à soulager le peuple de Paris, à dénoncer les ravages d'une politique ultra-libérale qui jette sur le pavé nombre de ses administrés; au lieu de condamner et rassembler contre la violence de la dictature libérale du pouvoir politique soumis aux intérêts des banques; qui s'acharne à asservir les citoyens en réduisant chaque jour un peu plus les libertés publiques et individuelles; qui foule du pied la simple dignité humaine en les privant de travail, de logement ou de prestations sociales, en les rejetant comme des chiens aux frontières; qui détruit par idéologie les conquêtes sociales obtenues de haute lutte par un peuple courageux; qui anéantit méthodiquement les services publics qui ont toujours participé du prestige de la France.

Que faites-vous M. le Maire « socialiste » de Paris ? Vous n'avez rien de plus urgent, sous la houlette de votre exécutif de basses œu-

vres Pierre Schapira, que d'associer abusivement le Peuple de Paris à la campagne calomnieuse que mènent les Etats-Unis et l'Europe contre Cuba et dont vous vous faites aujourd'hui les complices en organisant, avec les deniers publics, une sauterie anti-cubaine sur le parvis de l'Hôtel de ville, avec comme outrage ultime, l'utilisation de l'apologiste du dictateur Batista et de son régime, l'ennemie viscérale de Cuba Socialiste en France, celle qui sans médias complaisants n'existerait pas, celle qui, seule, n'a jamais pu réunir à Paris, plus de 3 ou 4 de ses sbires, l'écrivassière Zoé Valdès !

Le prétexte ? Exprimer sa solidarité avec les « Dames en blanc », un groupuscule de femmes qui manifestent le dimanche pour la libération de leurs proches, à La Havane. Ainsi, la propagande occidentale et la Mairie de Paris font un parallèle inacceptable avec les « Mères de la Place de Mai » qui manifestaient, elles, pour les disparus argentins. Ce rapprochement leur permet d'assimiler le gouvernement cubain à la junte militaire argentine, une véritable infamie que dénonce avec force Hebe Pastor de Bonafini, Présidente des « Mères de la Place de Mai ».

En effet, les détenus cubains n'ont jamais été enlevés ni torturés pour leurs opinions politiques, mais ju-

gés contradictoirement, condamnés pour intelligence avec l'ennemi, et incarcérés comme le feraient plus sévèrement encore, la France et tous les pays du monde, envers leurs citoyens coupables des mêmes délits. Les « Mères de la Place de Mai » risquaient leur vie, les « Dames en blanc », elles, protégées de toute agression par la police cubaine, sont ouvertement salariées par les USA pour jouer cette mascarade hebdomadaire et soutenues publiquement par l'ignoble assassin Luis Posada Carrilès, terroriste anti-cubain toujours en liberté aux USA, pays dont les gouvernements successifs mettent en œuvre contre Cuba et depuis 50 ans une politique contraire aux principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. Le Peuple cubain, lui, fort bien informé, n'est pas dupe. Il n'oppose à cette bande de mercenaires qu'indifférence et dérision. Et, c'est bien cette désaffection qui embarrasse nos « donneurs de leçon de démocratie » aveugles et muets quand il s'agit de dénoncer nos propres turpitudes.

Eh bien ! M. Delanoë, vous ne vous trompez jamais ?! Vous avez soutenu le soldat Shalit, l'unique prisonnier israélien aux mains du Hamas, mais jamais les 10.000 prisonniers palestiniens qui croupissent dans les prisons israéliennes. Vous avez soutenu Ingrid Betancourt mais les milliers d'assassinats



Bertrand Delanoë

et disparus en Colombie à cause des paramilitaires et du gouvernement Uribe, vous indifférent. Vous venez d'inaugurer une avenue Ben Gourion, celui-là même qui a commandé le déplacement de 800.000 palestiniens chassés de leurs terres et la destruction de 500 villages palestiniens. Maintenant, vous « patronnez » le maigre attroupement des « Dames en blanc » de la Havane alors que vous n'avez jamais levé le petit doigt pour exiger la libération des 5 héros cubains embastillés depuis 12 ans aux E-U, une terrible injustice dénoncée par 10 Prix Nobel, alors que vous n'avez jamais condamné ni protesté contre

le blocus criminel que Cuba, petit pays pacifique, subit depuis plus de 50 ans. Et que faites-vous pour les tunisiens dont les droits fondamentaux sont régulièrement bafoués par le pouvoir en place ? Décidément votre indignation est terriblement sélective et donc suspecte. Elle rend votre engagement démocratique particulièrement improbable et dès lors indigeste.

Peuple de Paris, ne laissons pas faire, Manifestons notre indignation ! Vive Cuba Libre et socialiste, Hasta la Victoria Siempre

Le Grand Soir 17 Mai 2010

Quatre mois plus tard, les Blancs à l'origine de la crise?

Michel Charbonneau, un pasteur québécois qui demeure en Haïti depuis 1996, accuse les "Blancs" d'avoir créé, bien malgré eux, une dépendance à la nourriture et à l'eau distribuée dans les camps d'évacués.

«Les Blancs sont ceux qui créent le problème; ils les mettent là puis ils les nourrissent. Les gens y vont, ils n'ont pas besoin de travailler, puis ils ont de l'eau et de quoi manger. Ça crée un problème... Quand on va arrêter de les nourrir, ça va être effrayant», a déclaré l'homme originaire de Saint-Hyacinthe, lors d'une entrevue avec Le Journal dans la capitale haïtienne.

«Actuellement, les gens n'ont pas besoin de nourriture. Les gens ont faim, mais ça fait 204 ans qu'ils ont faim. Donc, le tremblement de terre n'a pas apporté un problème de faim», a-t-il tranché, lui qui nourrit paradoxalement 1 500 enfants deux fois par semaine, essentiellement grâce aux dons recueillis au Canada.

Avant le séisme, il s'occupait de 2 000 enfants, mais plusieurs d'entre eux sont décédés ou sont partis à la campagne.

L'argent disparaît

L'homme de foi évoque, au surplus, la corruption et questionne l'utilisation des fonds destinés à Haïti, puisque rien ne bouge, ou si peu, à Port-au-Prince, malgré l'ampleur du désastre.

«Déblayer, ils disent que ça prendrait deux ans, 24 heures par jour, 7 jours par semaine, avec 1000 camions, pour sortir ce qui est à terre, (mais) ils ne travaillent pas. L'argent disparaît; l'argent s'en va en Suisse.



Michel Charbonneau

La pauvreté et l'argent qui disparaît, ça va ensemble.»

Questionné sur le travail du gouvernement haïtien dirigé par René Prével, M. Charbonneau préfère se taire, craignant, de toute évidence, des représailles.

«On ne peut pas parler. On a encore du travail à faire. On ne veut pas non plus mourir maintenant», a-t-il laissé tomber, inquiet plus que jamais pour la génération future, dans un pays où les jeunes de moins de 18 ans représentent environ 50% de la population.

La priorité : l'éducation

À ses yeux, rien n'est plus urgent que de rebâtir les écoles. «Le système d'éducation s'est écrasé. Ici en ville, 83% des écoles ne fonctionnent pas.

«Le plus grand besoin du pays, c'est de reconstruire les écoles pour que les enfants retournent à une vie normale, pour qu'ils lâchent la rue avant de décrocher. Nos enfants sont sous les tentes [...], c'est une chaleur immense. Il faut qu'ils sortent de là. Est-ce qu'ils vont vivre pendant des années sous la tente?» Pour bien des Haïtiens, poser la question, c'est y répondre.

Auteur: Forum Culture TV
10 Mai 2010

Le Nord-Ouest à la loupe À l'écoute de deux étrangers

Par Arthur Antoine

Revenu de ma marche de santé ce matin-là, d'un pas allègre et ingambe, je rentrais au bourg de Jean-Rabel par la route de Fond-Ramadou. Arrivé au carrefour du lycée Louis-Joseph Janvier, je fus hélé par deux étrangers parlant très bien le créole, Ali Solon et Jonas Riboul (noms d'emprunt) qui me guettaient. Après les salutations d'usage, ils m'ont compté en gros les raisons de leur irruption. Alors, nous nous rendîmes chez ma mère. Et, à l'ombre d'un manguié où s'entrelacent des branchettes de petits pois, éventés par un cocotier et par des bananiers, les étrangers se laissèrent bercer par le roucoulement des tourterelles égayées. Soudain, ils se mirent à parler de l'arrestation de certains narcotrafiquants et de la fuite des autres.

Écoutez, leur dis-je, des trafics de stupéfiants, je n'écris pas un mot : les Américains et Haïti ont signé un pacte. Les Américains procèdent en Haïti à l'arrestation de contrevenants coincés qui, expédiés aux États-Unis sont jugés et condamnés. Haïti a été et reste un port de transition. Des milliards de dollars se réalisent ici - aux dires d'un acteur, interprète et réalisateur québécois d'origine haïtienne, lors d'une entrevue sur les ondes, répercutée par de nombreuses stations d'émission de radio- alors que le peuple haïtien crève de faim. De même que Cuba a fermé depuis des années les possibilités de trafic et du commerce des stupéfiants, de même, on aurait pu bloquer la voie de transit par Haïti.

D'ailleurs, les agents de la DEA se trouvent tant à Port-au-Prince qu'en province ; vous ferez mieux d'aller voir ailleurs. J'écris pour un journal de renom, pour des lecteurs et lectrices instruits.

Oh, non, reprit Ali Solon, notre propos se réfère de préférence aux retombées du commerce de la drogue. Aussi, nous vous demandons de retranscrire nos dires pour les lecteurs et lectrices du journal. Écoutez, les gens s'éternisent sur des millions de dollars, sur des bijoux et autres qu'on n'arrive pas encore à récupérer, alors qu'on parle peu des coupables qui ont fait le ou les vols et des gros bonnets qui en bénéficient. On parle peu des draps sales que ce coup vient de soulever. Pourtant, la république d'Haïti reste un petit pays chargé de policiers haïtiens et de brigadiers de l'ONU ; si toute cette force se révèle incapable de résoudre ce problème, qu'on la déclare inutile et la renvoie.

Les policiers haïtiens et les brigadiers de l'ONU en Haïti reçoivent et exécutent les ordres de leurs chefs hiérarchiques. Il revient aux ministres, au Premier ministre, au président de la république d'ordonner l'arrestation de tous les malfrats et aux juges de les condamner.

Notre intervention, dit alors Jonas Riboul, se veut d'abord une ligne à suivre. Écoutez, les coupables et leurs complices doivent être arrêtés, révoqués, jugés et condamnés. Ils doivent être recherchés partout en Haïti et à l'étranger. L'État haïtien doit faire émettre un mandat international contre ceux qui réussissent à partir pour l'étranger. Leurs



La maison de Marc Frédéric, oncle de Alain Désir, où l'on a trouvé les millions de dollars

noms doivent être publiés dans les journaux haïtiens et étrangers avec avis mentionnant leur forfait. Ainsi, parents et amis ne les hébergeront pas. Ces malhonnêtes doivent être extradés et payer de leurs crimes en Haïti même. L'argent volé devra être retourné aux caisses de l'État et budgétisé. Ces opérations doivent être publiées par les organes de presse. Ainsi un président, un Premier ministre, un ministre, ou d'autres éviteront de gruger les deniers publics.

Ah, bon, leur dis-je, gardons notre sang-froid. J'écoute vos dires. Je vais me rendre à Port-de-Paix pour vérifier l'exactitude des faits que vous voulez bien me signaler. Les potins et autres cancans seront tout bonnement bannis. Désormais, je me tais et je vous laisse parler.

- **Ali Solon** : Bon! Un trafiquant de stupéfiant nommé Alain Désir fut arrêté le 21 octobre 2008 et transféré aux États-Unis. Le 23 octobre 2008 deux substituts du commissaire du gouvernement de Port-de-Paix : M^e Jean Volné Belamin et M^e Patrick Eugène et quatre hommes du tribunal de Paix de Port-de-Paix sont allés fouiller la résidence d'Alain Désir à Lavaud, sur la route de Saint-Louis du Nord, à sept kilomètres de Port-de-Paix. La maison d'Alain Désir n'était point la cachette de sa fortune.

Le 12 Novembre 2008, sous prétexte de perquisition, des membres de l'appareil judiciaire de Port-de-Paix et des policiers de cette ville ont pillé la maison de Marc Frédéric, oncle d'Alain Désir. Cette maison, toujours à Lavaud, servait de cachette aux butins en possession d'Alain Désir. Les tribunaux de Port-de-Paix n'avaient aucun dossier contre Marc Frédéric, ces autorités de Port-de-Paix ont violé la résidence de ce dernier. D'après les déclarations faites par le substitut du commissaire du gouvernement M^e René Moïse, ils s'y sont rendus suite aux dénonciations d'un informateur. Mais cet informateur, a-t-on cherché à le retrouver?

Alors ne doit-on pas s'attendre à un deuxième et un troisième coup de Lavaud? Car, d'après M^e René Moïse et le chef de la police du Nord-Ouest Mary-Bernard Dadaille, Alain Désir aurait deux autres cachettes de dollars américains. Ces chefs ont perquisitionné la résidence en utilisant un marteau. Et à un certain moment, un carreau de céramique a flanché. Et ce fut la fête. D'après les investigations des premiers jours, plus de dix millions de dollars américains (\$10,000.000.00)

et des objets de valeur se sont alors évaporés ; mais on n'a jamais décelé aucune trace de drogue.

Donc, aucune maison n'est exempte d'une fouille n'importe quand, à n'importe quelle heure et sans aucun motif? Le commun des mortels n'a-t-il pas le droit de posséder un coffre-fort, d'avoir une cachette? N'a-t-on pas le droit de posséder de l'argent caché dans un souterrain? Les nantis qui ont de l'argent dans leurs coffres-forts, dans des cachettes, dans des souterrains et autres lieux doivent se détromper. Leurs avoirs ne sont point à l'abri. Tout l'argent et autres valeurs qu'on a chez soi, tout ça peut être emporté et le cas échéant, on peut recevoir une décharge de mitraille. On ne peut pas compter sur une force de police. Véritablement, Haïti est devenue un pays sans foi, ni loi. Enfin de compte, on doit il faut se vouer au sauve-qui-peut.

- **Jonas Riboul** : Le soir du 12 novembre 2008, toute la ville de Port-de-Paix était au courant de l'affaire. Ces gangsters ont emballé cinq cent dix mille dollars américains (\$510,000.00) qu'ils ont acheminés au pouvoir central à Port-au-Prince. Et le pouvoir central, sur les ondes, rendit hommage aux autorités de Port-de-Paix pour avoir acheminé à la capitale un si gros magot.

Mais, l'autorité internationale apprend la vérité et y délègue des membres de la police internationale. Alors que le doyen du tribunal civil d'alors, M^e Ronel Gélin, avait refusé de recevoir les dix mille dollars américains (\$10,000.00) du coup que lui offrait M^e René Moïse, pourquoi M^e Ronel Gélin, n'avait-il pas ordonné l'arrestation de tous ces bandits le lendemain même du coup, soit le 13 novembre 2008?

Pourquoi le délégué départemental du Nord-Ouest, M^e Henri-Max Thélus, n'avait-il pas rempli sa mission convenablement lors, et pourquoi a-t-il attendu jusqu'au 14 novembre 2008 pour expédier un message au ministre de l'Intérieur et des collectivités territoriales. Quelques temps plus tard, M^e Ronel Gélin a eu à déclarer que les bandits avaient emporté trente deux millions de dollars américains (\$ 32,000.000.00).

- **Ali Solon** : Edmond Brutus, chauffeur du substitut du commissaire du gouvernement M^e René Moïse ressortait du sous-sol de cette dite maison avec le corps boursoufflé de billets verts : les poches de son costume de soldat déversaient des dollars américains.

Paid advertisement

"THOSE WHO EMPOWER THE ACT OF VODOO, BOCOR OR SANTARIA ARE TRAITORS AGAINST THEIR FELLOW COUNTRYMEN AND CITIZENS AND COMMIT TREASON AGAINST HUMANITY."

ST. CHRISTOPHE

PERSPECTIVES HAITIENNES

91.5 FM, WNYE

Mardi soir 8 - 10 pm

EDUCATION, SANTÉ,

DROIT, CULTURE,

NOUVELLES, DÉBATS.

UNE ÉMISSION DE LA

SHR (SOCIÉTÉ HAÏTIENNE

DE RECHERCHES, DE

DOCUMENTATION ET DE

PROGRÈS SOCIAL)

1786 Nostrand Avenue

Brooklyn, NY 11226

Tél : (718) 693-8229

Fax : (718) 693-8269

D'ailleurs ici, à Jean-Rabel, pendant quelques jours, Edmond Brutus a mené la vie de Crésus. Les grands commerçants du bourg se posaient des questions sur la fortune soudaine de ce monsieur. En effet, il avait payé en billets américains les sommes dues à ses devanciers. Il avait payé aussi la construction d'une villa avec piscine sur le morne Pasteur à Jean-Rabel. Il avait payé le voyage de six de ses frères et cousins pour les Bahamas. Quelques jours plus tard, des hommes armés jusqu'aux dents se sont rendus chez Edmond Brutus pour réclamer leur part du butin. Les cris ahurissants des voisins sauvèrent les habitants de la maison de ce mauvais pas. D'ailleurs, Edmond Brutus couchait ailleurs ce jour-là. À ce grand désordre dans le bourg de Jean-Rabel, la police nationale haïtienne et les forces de l'ONU n'ont donné aucune suite. Pourtant, on a vu les brigadiers de l'ONU courir à la poursuite d'un voleur sur le morne Pasteur. Depuis, Edmond Brutus ne se laisse plus voir.

– **Jonas Riboul** : Ce 12 novembre 2008, l'expédition fut conduite par M^e René Moïse. Le commissaire du gouvernement de Port-de-Paix, M^e Michenet Balthazar, devant partir pour l'étranger, et n'estimant peut-être pas que la fortune était si lourde, a nommé pour le remplacer auprès de M^e René Moïse son chauffeur Niclasse Jean-Simon. Ce Niclasse Jean-Simon, du vol, s'est fait une valise bourrée de billets américains et a emporté un appareil de musique de haute performance et de dernier cri. Pratiquement gueux hier, voilà que deux jours plus tard, Niclasse s'est acheté une camionnette japonaise pour treize mille dollars américains qu'il a payée cash. Désormais, Niclasse Jean-Simon se terre quelque part. Et M^e Michenet Balthazar, ne se sentant plus en sécurité en Haïti, est allé se cacher aux États-Unis d'Amérique.

M^e René Moïse, rentré à Jean-Rabel, ne se rendit pas chez sa femme, mais chez une de ses concubines, (il est adventiste) où l'une de ses grosses valises s'ouvrit par inadvertance en présence de la domestique. Des billets américains remplissaient la salle. La domestique qui croyait davantage à la prestidigitation, se mit à prier.

M^e René Moïse, sous prétexte conféré par son beau-père, s'est procuré un terrain à l'entrée du bourg de Jean-Rabel où il a fait construire une villa avec piscine. Une semaine après le pillage, M^e René Moïse a fait réparer le bâtiment de l'entreprise de sa sœur et rempli l'intérieur de marchandises. M^e René Moïse a fait visionner l'embellissement du collège «Les frères NAU», une des ses propriétés. M^e René Moïse a fait don à son beau-frère trente-cinq mille dollars américains (\$35,000.00) pour relancer l'entreprise «JÉSULA» de Jean-Rabel. La femme du directeur de la section primaire du collège «Les frères NAU», Mme Loulou Voltaire, apostropha hardiment le journaliste qui tentait de connaître le montant d'argent alloué à son mari par son cousin M^e René Moïse. D'ailleurs, son mari grand «hougan» allait diriger le «gombo» fait par et pour M^e René Moïse qui y assistait chaque soir à partir de minuit. Le «gombo» durait quinze jours. Au lever du jour, M^e René Moïse regagnait l'une de ses cachettes soit dans les environs du Môle Saint-Nicolas soit au morne Pas-

teur à Jean-Rabel.

– **Ali Solon** : Comment comprendre que le substitut du commissaire du gouvernement M^e Jean-Volney Bellamin, l'homme qui a joué si bien sa partition dans le coup n'ait jamais été inquiété? Seulement ses relations privilégiées dans les coulisses du pouvoir à Port-au-Prince pourraient aider à comprendre ce phénomène. Il faut que le nouveau ministre de la justice se penche derechef sur ce dossier. Le substitut du commissaire du gouvernement M^e Patrick Eugène «purge» dans le maquis. Quant à M^e Gérard Athis, ancien commissaire du gouvernement du département du Nord-Ouest lorsque Gérard Latortue fut Premier ministre, il a participé à tant de mauvais coups qu'il vaut mieux ne pas en parler.

Mangle Samson, brigadier de l'ONU, faisait partie de la troupe qui s'était rendue à Lavaud, mais d'après les sources mêmes de la nouvelle, Mangle Samson n'a pas touché au 'fruit défendu'. Quatre hommes masqués sont allés chez M. Marc Frédéric, oncle d'Alain Désir dans la nuit du 27 décembre 2008. M. Marc Frédéric reçut une balle au ventre. Une intervention chirurgicale le sauva. Mais, quelques jours plus tard, il fut fait prisonnier par la police de Port-de-Paix, jusqu'à sa mort survenue à Pâques 2009 dit-on. Et pourquoi fut-il emprisonné? Les policiers de Port-de-Paix ou les brigadiers de l'ONU ont-ils essayé de mettre la main sur ces bandits masqués?

Le commissaire de la police de Port-de-Paix, Philippe Jean-Raymond trouva la mort lui aussi et Maxo Marhone, un huissier du tribunal civil de Port-de-Paix passa de vie à trépas. Pour certains, le chef de la police du Nord-Ouest Mary-Bernard Dadaille a été transféré à Port-au-Prince ; pour d'autres, il est déjà en lieu sûr, à l'étranger

– **Jonas Riboul** : Alex Louis Denis François alias Don Diégo fut considéré comme l'homme lige d'Alain Désir à Port-de-Paix. Tout l'argent qu'Alain Désir sortait, pour les pots de vins aux autorités, passait par Don Diégo. À un certain moment, Don Diégo ne payait plus. Pire, Don Diégo se faisait de plus en plus arrogant. Arrêté le 30 décembre 2008 comme narcotrafiquant, conduit à Port-au-Prince, il fut rejoint en prison quelques jours plus tard par sa femme. Elle fut libérée un ou deux jours plus tard. Mais, Don Diégo ne fut point réclamé par les États-Unis.

M^e René Moïse a eu à déclarer qu'il avait mis de côté vingt mille dollars américains (\$20,000.00) pour le sénateur Évalière Beauplan. Il est bruit que c'est le sénateur qui avait fait nommer M^e René Moïse substitut du commissaire du gouvernement.

En dépit de tous les efforts déployés par les autorités de Port-au-Prince, le coup n'a pas pu passer.

Le 9 janvier 2009, on a arrêté le commis greffier du parquet Dumas Louidor, et deux secrétaires : Sainvilia Saint-Charles et Kerline Jean. On a arrêté aussi deux juges de paix, Saint-Marc Bouquet et Jean Mathieu Dorvilus ; deux greffiers du tribunal de Paix : Gaby Dorélien et Albert Loriston.

On parle du transfert des policiers qui ont participé au coup de Port-de-Paix à Port-au-Prince. Ce sont : Accilus, Wagonel ; Alexis, Petit François ; Beaudel,

Gary ; Charlotin, Djunny Anglade ; Comte, Michelet ; Ductan, Ezechias ; Jaboin, Patrick ; Jean, Rejunel ; Jocelyn, Jean France-nord ; Lindor, Wilson ; Louis, Jean Claude Junior ; Louiternier, Jean-Mary ; Melidor, Jean Marc ; Nicolas, Thiliny ; Pierrelus, Ramy ; Registre, Harry ; Saint-Vil, Gary ; Théophile, Eberle ; Toussaint, Célestin ; Vincent, Luxon. On dit même qu'ils sont faits prisonniers. Ces policiers de Port-de-Paix ont déclaré que de gros calibres de Port-au-Prince ont déjà reçu leur part du butin. Qui sont ces gros calibres?

– **Ali Solon** : M^e Henri-Max Thélus, le délégué du département du Nord-Ouest est le cousin du doyen du tribunal civil de Port-de-Paix M^e Ronel Gélin. D'ailleurs, on les voit souvent ensemble.

M^e Ronel Gélin décida de réagir vraiment un peu trop tard. Le 6 décembre 2008, le doyen et les juges du tribunal civil de Port-de-Paix, en attendant une enquête du ministère de la justice et de la sécurité publique, refusèrent de siéger avec les officiers du parquet. Le 10 décembre 2008, M^e Michenet Balthazar faillit éliminer le doyen et les juges décidèrent de ne plus fonctionner. Le 12 décembre 2008, M^e Jean Joseph Exumé, ministre de la justice et de la sécurité publique, convoqua à Port-au-Prince M^e Ronel Gélin ; mais M^e Jean Joseph Exumé s'était fait remplacer par son chef de cabinet qui ordonna à M^e Ronel Gélin de faire fonctionner le tribunal civil. M^e Ronel Gélin n'obtempéra pas et le 17 décembre 2008, il fut révoqué comme doyen. Mais, on dit que M^e Ronel Gélin conserva son poste de juge. Pourquoi le ministre s'est-il fourvoyé comme ça? Mais, tout de même, posons cette autre question : Pardieu! N'y a t'il pas d'autres avocats à Port-de-Paix pour que ce Ronel Gélin demeure encore juge?

– **Jonas Riboul** : M^e René Moïse, sur les ondes de la radio, rapporta que M^e Ronel Gélin fut arrêté dans le temps, aux environs de poste Caseau, parce qu'il transportait de la drogue. L'ex-doyen du tribunal civil de Port-de-Paix, M^e Ronel Gélin fut l'ami d'Alain Désir. La photo d'Alain Désir rayonnait sur l'ordinateur de la direction du collège immaculée de Marie, propriété M^e Ronel Gélin. La fête de Saint-Louis du Nord, l'été 2008 fut pratiquement un fiasco, car Alain Désir donnait fête chez lui à Lavaud et M^e Ronel Gélin y était reçu en haut dignitaire. La déclaration de M^e Ronel Gélin à propos des trente deux millions de dollars (\$32,000.000.00) quelque temps après, semble être davantage le résultat d'un coup de fil d'Alain Désir.

Et Jonas tira alors de sa poche deux articles que j'avais écrits pour me rappeler la pertinence des paragraphes suivants:

«*Le départ massif de l'intelligentsia ouvrit l'accès de la fonction publique à des gens sans préparation et sans valeur morale, guidés seulement par l'appât du gain facile et rapide. Il en résulta une dépravation horrifiante des mœurs, la corruption s'étala au grand jour, des fonctionnaires hauts placés se font commis voire larbins des rupins de la frange. Les tribunaux parodient la justice, le pouvoir central ferme les yeux.*»

Le PNUD «Programme des Nations Unies pour le Développement» a accordé le titre de «juridiction pilote» à l'appareil judiciaire du Nord-Ouest, comme l'un des moins récriminés,

sans réaliser que les justiciables de ce département, dépités par l'iniquité des tribunaux, les boudent, les ignorent, les désertent ou laissent tomber leur procès ; et ils n'en appellent pas aux instances supérieures des autorités tortueuses, vindicatives et revancharde du milieu... Le pouvoir central averti, n'en a cure, laissant la situation se détériorer, en gardant en dépit des plaintes répétées les mêmes fonctionnaires aux mêmes postes, les confortant ainsi dans la malversation et l'iniquité...

La fiabilité du projet du PNUD et la confiance des justiciables dans la gestion et l'administration de la justice dans le Nord-Ouest passent d'abord par le renvoi de ces magistrats corrompus jusqu'à la moelle ; sinon tous les efforts déployés ressembleraient à du gaspillage : gaspillage d'argent, gaspillage de temps, gaspillage de ressources humaines (Haïti Progrès. Volume 20, Numéro 29, du 2 au 8 Octobre 2002).

Quant au doyen du tribunal civil de Port-de-Paix, Ronel Gélin, il a barboté dans au moins seize emplacements, «du terrain de Madonius Lully» selon un rapport de la plate-forme des organisations haïtiennes de droits humains paru en octobre 2002. (Haïti Progrès, 25 au 31 Août 2004. Volume 22, Numéro 24).

Akim Solon, tout de suite après, se mit à lire dans une feuille de journal, cette déclaration de M^{me} Michèle Duvivier Pierre-Louis, ex-Première ministre de la république d'Haïti : «Personne ne résisterait devant une telle somme d'argent». Entre les dents, Akim Solon lâcha ces mots : en Amérique du Nord, aucun chef d'État n'oserait se présenter pour ce poste, une personne avec un passé aussi douteux.

M^{me} Pierre-Louis, par cette phrase, a voulu défendre, certes, les auteurs du crime, mais elle a balayé du coup le système éducatif haïtien, les mœurs haïtiennes, etc. Pourtant, la Direction du Trésor (Treasury Department) respecte le trésor américain qu'il contrôle. Le «Gouverneur» du Canada, donne l'exemple de la bonne conduite.

On croyait que la Première ministre tomberait le lendemain, pourtant le président de la république l'a gardée à son poste et pendant longtemps. Les députés et sénateurs qui l'avaient votée, alors qu'ils venaient de dire non à deux autres postulants Premiers ministres avec leurs dossiers moins sales, vont devoir répondre au peuple.

Les deux étrangers me pressèrent la main et se retirèrent.

Arthur Antoine

P.S. – Les ex-policiers ont été conduits à Port-de-Paix et ont été jugés. Quatre noms ont été rajoutés à la liste des premiers jours. Ce sont : Ansy Mont-Rose, Ludner Bélizaire, Bélonny Robinson, Marc Makendy.

Ont été libérés : le commis greffier du parquet Dumarsais Louidor, les deux secrétaires Sainvilia Saint-Charles et Kerline Jean

L'ex-doyen M^e Ronel Gélin a recouvré entièrement sa liberté. L'ex-substitut du commissaire du gouvernement M^e Patrick Eugène a été déclaré libre.

Les autres ont été déferés par devant le tribunal criminel sans assistance du jury.

Porto Rico: Galeano s'adresse aux autorités portoricaines



Eduardo Galeano

Comme en parle très bien dans l'article «*Porto Rico : grève des étudiants, la tension monte*», (Voir Page 17) cela fait presque un mois que les étudiants de l'Université publique de Porto Rico (UPR) bloquent les cours pour protester contre une réduction budgétaire. Ils occupent le campus et sont encerclés par la police qui empêche toute relation avec l'extérieur, même l'apport de nourriture (la police a même frappé et arrêté un père qui tentait d'amener des vivres à son fils).

En réaction à cette attitude complètement inutile, réactionnaire et pour le moins imbécile du pouvoir portoricain, Eduardo Galeano, figure bien connue de la nouvelle Amérique Latine, a écrit une lettre adressée au gouvernement de Puerto Rico. Un message de sagesse supplémentaire à l'actif de l'auteur Uruguayen.

Les paroles d'Eduardo Galeano aux autorités portoricaines

De : Eduardo Galeano

Pour : Spécial pour un dialogue

Mes chers frères portoricains :

Les peuples qui n'écoutent pas les demandes de leurs étudiants courent le risque de se retrouver sans avenir. La citoyenneté estudiantine est celle qui conserve le feu sacré de l'espoir des peuples, et ils la gardent avec leur courage, avec leur témérité, avec leur inviolable capacité à rêver. Il faut écouter les étudiants, tendre l'oreille, les regarder dans les yeux et lire ce qu'ils nous disent à travers leurs actions, mais surtout le faire avec un désir allumé dans le regard. Quand le reste (de la population) cède et se retire dans le terrier confortable de la convenance, les étudiants se lèvent. Quand le reste pense aujourd'hui non, demain peut-être, les étudiants disent : maintenant. Quand le reste s'habitue à ce qu'il y a, les étudiants nous montrent le sentier lumineux de l'avenir.

Dans des moments comme celui-ci, quand notre Amérique latine souffre, avec le reste de monde, des conséquences néfastes de l'écroulement de l'avarice du capitalisme sauvage, aujourd'hui plus que jamais, nous ne pouvons nous donner le luxe de tourner le dos à nos étudiants. Il y a une communauté internationale qui observe avec intérêt le développement de ce mouvement. Nous attendons, des autorités universitaires et gouvernementales, le plus grand respect. Renoncez à l'usage de la force. Soyez prêts à négocier avec eux une paix, d'égal à égal. Écoutez-les. Soyez généreux. Ils ne sont pas dans l'enceinte, retranchés dans le campus, par pur caprice. Ils sont là parce qu'ils sont le coeur, la flamme vive de l'université.

Source: Dialogo Digital «Palabras de Eduardo Galeano a las autoridades puertorriqueñas»

Traduction : Primitivi 17 mai 2010

Conversations

Suite de la page (12)

pas si...

Salim Lamrani : Par ailleurs, les dissidents eux-mêmes reconnaissent recevoir de l'argent des Etats-Unis. Laura Pollán des Dames en Blanc a déclaré : « *Nous acceptons l'aide, le soutien, que ce soit de l'extrême droite ou de la gauche, sans conditions* ». L'opposant Vladimiro Roca a également confessé que la dissidence cubaine était stipendiée par Washington tout en rétorquant que l'aide financière reçue était « *totale et complètement légale* ». Pour le dissident René Gómez, le soutien financier de la part des Etats-Unis n'est « *pas une chose qu'il faudrait cacher ou dont il faudrait avoir honte* ». L'opposant Elizardo Sánchez a implicitement confirmé l'existence d'un financement de la part des Etats-Unis : « *La question n'est pas de savoir qui envoie de l'aide mais ce que l'on en fait* ».

Yoani Sánchez : C'est...

Salim Lamrani : Même la presse occidentale reconnaît cela. L'Agence France-Presse informe que « *les dissidents ont pour leur part revendiqué et assumé ces aides financières* ». L'agence espagnole EFE fait allusion aux « *opposants payés par les Etats-Unis* ». Selon l'agence de presse britannique Reuters, « *le gouvernement étasunien fournit ouvertement un soutien financier fédéral pour les activités des dissidents* ». Et je pourrais multiplier les exemples.

Yoani Sánchez : Tout ceci est la faute du gouvernement cubain qui empêche la prospérité économique de ses citoyens, qui impose un rationnement à la population. Il faut faire la queue pour obtenir des produits. Il faut juger d'abord le gouvernement cubain qui a amené des milliers de personnes à accepter l'aide étrangère.

Salim Lamrani : Le problème est qu'en faisant cela, les dissidents commettent un délit qui est sévèrement sanctionné par la loi cubaine, mais également par tous les codes pénaux du monde entier. Etre financé par une puissance étrangère est un grave délit en France et dans le reste du monde.

Yoani Sánchez : On peut admettre que le fait de financer une opposition est une preuve

d'ingérence, mais...

Salim Lamrani : Mais dans ce cas, les personnes que vous qualifiez de prisonniers politiques ne sont pas des prisonniers politiques car elles ont commis un délit en acceptant de l'argent des Etats-Unis et la justice cubaine les a condamnées sur cette base.

Yoani Sánchez : Je crois que ce gouvernement s'est immiscé à maintes reprises dans les affaires internes des autres pays en finançant des mouvements rebelles et la guérilla. Il est intervenu en Angola et...

Salim Lamrani : Oui, mais il s'agissait d'aider les mouvements indépendantistes contre le colonialisme portugais et le régime ségrégationniste d'Afrique du Sud. Quand l'Afrique du Sud a envahi la Namibie, Cuba est intervenue pour défendre l'indépendance de ce pays. Nelson Mandela a remercié publiquement Cuba pour cela et c'est la raison pour laquelle il a réservé son premier voyage à La Havane et non pas à Washington ou à Paris.

Yoani Sánchez : Mais beaucoup de Cubains sont morts pour cela, loin de leur terre.

Salim Lamrani : Mais c'était pour une noble cause, que ce soit en Angola, au Congo ou en Namibie. La bataille de Cuito Cuanavale en 1988 a quand même permis de mettre fin à l'Apartheid en Afrique du Sud. C'est Nelson Mandela qui le dit ! Vous n'êtes pas fière de cela ?

Yoani Sánchez : D'accord, mais en fin de compte, je suis plus gênée par l'ingérence de mon pays à l'étranger qu'autre chose. Ce qu'il faut, c'est dépenaliser la prospérité.

Salim Lamrani : Y compris le fait de recevoir de l'argent d'une puissance étrangère ?

Yoani Sánchez : Il faut que les gens puissent être autonomes financièrement.

Salim Lamrani : Si je comprends bien, vous prônez la privatisation de certains secteurs de l'économie ?

Yoani Sánchez : Privatiser, je n'aime pas le terme car il a une connotation négative, mais mettre entre des mains privées, oui.

A suivre

Le pape, la pédophilie et...

Suite de la page (11)

version intrinsèque" dans une lettre aux évêques qui avait fait grand bruit. Il est allé jusqu'à justifier et même encourager les attaques violentes contre les homosexuels en déclarant que « *ni l'Eglise ni la société ne devaient être surprises si le nombre des réactions irrationnelles et violentes venait à augmenter* » alors que la communauté gay exigeait certains droits civils.

Il faut que ces crimes commis contre tous les mouvements de libération viennent nourrir la colère à l'encontre de la hiérarchie ecclésiastique.

Toutes ces années de répression, de chasse aux sorcières et de bigoterie organisée ont fait fondre le soutien sur lequel

la hiérarchie catholique pouvait compter. Celle-ci n'est plus très en phase avec sa propre communauté. Quant aux valeurs de la société, elle est carrément à côté de la plaque.

Malgré tous les efforts déployés, elle ne parviendra pas à recouvrer le pouvoir absolu dont elle jouissait il y a 500 ou même 100 ans, lorsque les prêtres et les évêques n'avaient de compte à rendre à personne pour les horreurs auxquelles ils se livraient sur les femmes ainsi que sur les esclaves, les serfs, les paysans ou autres travailleurs illettrés.

Des excuses soigneusement formulées pour se dédouaner de toute accusation et des rencontres auxquelles sont conviées quelques victimes soigneuse-

ment choisies ne suffiront pas à résoudre la crise qui secoue l'élite réactionnaire à la tête de l'Eglise. Ceux qui ont été victimes d'abus ne se tairont plus et ils ne sont plus seuls.

L'auteur du présent article a survécu à 14 ans passés dans des écoles catholiques.

Source: http://www.workers.org/2010/world/pope_0429/

Article original publié le 25

avril 2010

Traduit par Chloé Meier. Edité

par Michèle Mialane

Ndlr: *Sara Flounders.

Animatrice et co-directrice de

l'International Action Center aux

USA.

Tlaxcala 13 mai 2010

Honduras:

Suite de la page (12)

5. Que l'on convie d'intégrer au parlement de l'Amérique centrale le citoyen José Manuel Zelaya Rosales à la charge qui lui correspond selon son investiture constitutionnelle et par droit propre.

6. Que l'on mette fin à l'impunité pour les violations des droits de l'homme et que les acteurs de ces crimes de lèse-humanité se mettent aux ordres de la Cour Pénale Internationale qui les poursuit pour ces délits et devant laquelle ils se refusent à comparaître. Un exem-

ple : le Procureur Général se refuse à procéder et à se présenter lui-même à la cour internationale bien qu'il sache que le Honduras fait partie de la Cour Pénale Internationale, et que les poursuites ont été acceptées par la CIDH et par la Cour Pénale elle-même.

Je réaffirme au gouvernement de l'Équateur et à l'UNASUR notre disposition de présenter cet accord politique à la SICA, le CARICOM, le GRUPO RÍO, l'ALBA, pour que dans le sein de la prochaine Assemblée de l'Organisation des États Américains ce plan soit accepté et appuyé que le Honduras obtienne la reconnaissance internationale, et là, nous pouvons tous nous impliquer dans cet agenda, préalable au développement d'un événement si grand.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée,

JOSE MANUEL ZELAYA ROSALES * Président du Honduras période 2006-2010 *

C.c. M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies M. José Miguel Insulza, Secrétaire OEA M. Néstor Kirchner, Secrétaire UNASUR M. Daniel Alemán, Secrétaire SICA M. Secrétaire CARICOM M. Le secrétaire de l'ALBA M. Le secretario du Grupo de RÍO

Source: par email puis Vos El Soberano "Carta de Manuel Zelaya al presidente Rafael Correa y el UNASUR"

Traduction: Primitivi 12 mai 2010

Que de

Suite de la page (5)

appelés. Puis son avion a explosé avec un magnétophone piégé. Il ne fait aucun doute pour moi que c'était un travail de la CIA». Toto aurait dit : une vraie tragédie, ou pa menm bezwen fè tèt ou travay.

Requiescat Torrijos in pace !. Mais, vous souvenez-vous de Jaime Roldos, cet avocat et professeur d'université âgé d'environ 30 ans qui fut élu président de l'Équateur en 1979 ? Peut-être pas. Toujours est-il que le 24 mai 1981, après avoir prononcé un grand discours dénonciateur des *ti lolit* au stade olympique Ata-

hualpa, à Quito, Roldos se dirigea vers une petite communauté située dans le sud du pays. Etrangement, il y mourut dans un « accident » d'hélicoptère. Suite d'indigestion de grands mots ? Etouffé sous le poids d'un trop lourd discours ? Accablé d'émotion tant le discours avait été applaudi ? On ne sait pas. Ce qu'on sait pourtant c'est que rêveur impénitent, Roldos croyait au droit des pauvres. Ça alors ! Droit des pauvres ? Quelle affaire ! C'est pas bien brillant, votre truc des pauvres, mon Jaime. Allen Dulles n'aime pas les communistes. Et puis, de façon (trop) hardie, Roldos s'était mis en tête d'attaquer le problème majeur de l'Équateur, en l'occurrence la structure agraire archaïque du pays, 40 % des ter-

res cultivables étant possédées par seulement 1% de la population. Une tragédie, soit dit en passant. Le président équatorien commençait donc à dépasser la mesure.

John Perkins, fuyapoteusement, me glissa alors à l'oreille : « *Au début de 1981, le gouvernement Roldos présenta au Congrès équatorien sa nouvelle loi sur les hydrocarbures. Si celle-ci était appliquée, elle réformerait les relations de l'Équateur avec les compagnies pétrolières. Selon certains critères, elle était considérée comme révolutionnaire. Son influence s'étendrait bien au-delà de l'Équateur [...]* » C'est justement après ce grand discours au stade olympique Atahualpa, à Quito, après avoir engueulé les *rat ke blanch* équatoriens comme du poisson pourri, après avoir présenté son projet de loi au Congrès, que Roldos est mort dans un « accident » d'hélicoptère, le 24 mai 1981.

Perkins ne croit pas une saignée miette à la fable hélicoptérée. Il persiste et signe : « *Ils [Torrijos et Roldos] furent assassinés parce qu'ils s'opposaient à la coalition formée par de grandes compagnies, le gouvernement américain et des banquiers, dans le but d'établir un empire global. Nous, les assassins financiers, n'avons pas réussi à obtenir la collaboration de Roldos et Torrijos, et les tueurs à gages de la CIA, qui nous suivaient de près, sont donc intervenus [...]* il ne fait aucun doute que la mort de Roldos n'était pas un accident. Elle présentait tous les signes d'un assassinat orchestré par la CIA ». (John Perkins, *Confessions d'un assassin financier*, aTERRE, 2005). Tout est dit, tout est consommé, aurait dit ma grand-mère paternelle.

Applaudissons le flair de Toto et mort aux assassins de la vie et de l'espoir !

A & P Shipping

THE BEST CARGO FOR HAITI



4001 AVE H
(CORNER OF EAST 40TH)
BROOKLYN, NY 11210

TEL: 347-599-8068
718-421-0101

Door To Door In Haiti
Port-au-Prince And
Countrysides
Good Prices
We Deliver Barrels, Boxes,
Trucks, And Cars... Etc.
Every Month In Haiti

Machines, Camions
Nou bay bon sèvis
Nou delivre pòt an pòt
Pri piyay chak jou
Ayiti chak mwa
Nou rapid epi nou garanti
TEL: 347-599-8068
718-421-0101

GET YOUR TAX REFUND FAST



- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

Communiqué de la coordination nationale pour la défense de la révolution cubaine

COUP BAS CONTRE CUBA
À l'Hôtel de Ville de Paris
Le 18 mai à 11h30

Nous venons d'apprendre que la ville de Paris organise place de l'Hôtel de Ville, le 18 mai prochain à 11h30, un moment de solidarité en faveur des « Dames en Blanc », un groupuscule de femmes qui manifestent chaque dimanche pour la libération de leurs proches, à La Havane. Ainsi, la propagande occidentale et la Mairie de Paris font un parallèle inacceptable avec les « Mères de la Place de Mai » qui manifestaient, elles, pour les disparus argentins.

Ce rapprochement leur permet d'assimiler le gouvernement cubain à la junte militaire argentine, une véritable infamie. En effet, les détenus cubains n'ont ni été enlevés ni torturés pour leurs opinions politiques, mais jugés contradictoirement, condamnés pour intelligence avec l'ennemi, et incarcérés. Les "Mères de la Place de Mai" risquaient leur vie, les « Dames en blanc », elles, sont ouvertement salariées par les USA pour jouer cette mascarade hebdomadaire et soutenues publiquement par l'ignoble assassin Luis Posada Carrilés, terroriste anti-cubain toujours en liberté aux USA, malgré ses nombreux crimes.

La Mairie de Paris, par cet en-

gagement honteux, prouve sa totale ignorance des faits, et en s'associant à l'écrivassière Zoé Valdès qui n'a jamais pu rassembler à Paris plus de 3 ou 4 personnes contre Cuba, M. Schapira, adjoint au maire de Paris, chargé des Relations Internationales, offre ainsi une tribune insperée aux anti-cubains primaires qui n'osaient, tant leur combat est idéologique et infondé, entrevoir une telle aubaine.

Cet empressement à manifester sa solidarité aux « Dames en Blanc » de Cuba, cache mal le silence de plomb de la Mairie de Paris quand il s'agit d'exiger la liberté pour les 5 cubains embastillés aux Etats-Unis ou de défendre les droits de l'homme quotidiennement bafoués en Tunisie.

Devant cette injure faite à Cuba, notre association Cuba Si France appelle tous les démocrates épris de justice et de vérité à venir manifester leur désaccord avec cette initiative obscène, à rétablir les faits face aux mensonges indécents déversés journellement par la propagande occidentale et exiger la libération des 5 héros cubains prisonniers politiques des USA, place de l'Hôtel de Ville le 18 mai à 11h30.

Vive Cuba Libre, Socialiste
Hasta la Victoria, siempre

Porto Rico: grève des étudiants, la tension monte



Des forces spéciales de police ont encerclé le campus de Río Piedras.

Cela fait plus de 20 jours que les étudiants du plus grand campus (à Río Piedras) de l'Université publique de Porto Rico (UPR) empêchent les cours afin de protester contre la proposition de réduire de 100 millions de dollars le budget et de supprimer certaines exonérations [en anglais]. Dix des onze campus de l'UPR de l'île ont déjà rejoint le mouvement de grève des étudiants de Río Piedras. Les étudiants du Comité de négociation ont entamé un dialogue avec les membres du conseil d'administration, mais les accords n'ont pas été approuvés lors de l'Assemblée générale qui s'est tenue hier. Une écrasante

majorité des étudiants (plus de 2 500 ayant participé à ce mouvement, ce qui est le quorum pour les quelques 20 000 étudiants du campus de Río Piedras) a voté une grève illimitée.

Aujourd'hui, un jour après l'assemblée générale des étudiants, les forces spéciales de police ont encerclé le campus de Río Piedras. Les étudiants qui sont à l'intérieur du campus y ont été enfermés, et les étudiants de l'autre côté des grilles attendent de voir ce qui va se passer. Ce matin, le père d'un étudiant a été frappé et arrêté par des policiers alors qu'il apportait de la nourriture à son fils.

La Bolivie baisse l'âge de la retraite

La nouvelle Loi sur les retraites sera l'une des plus avancées de l'histoire de la Bolivie, et constituera un exemple pour l'Amérique latine et le monde, a déclaré le vice-président Álvaro García Linera. L'initiative a été présentée à la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), laquelle avait lancé le 4 mai dernier une marche peu suivie, pour réclamer une augmentation de salaire supérieure à l'augmentation de 5 % accordée par le gouvernement aux travailleurs.

Le vice-président bolivien, Álvaro García Linera, a souligné le 12 mai les bénéfices qu'apportera aux Boliviens la nouvelle Loi sur les retraites qui a été présentée aux travailleurs de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) et qui doit être débattue par l'Assemblée Législative Plurinationale. "On a travaillé un projet de Loi sur les retraites qui est de fait le plus avancé d'Amérique latine et l'un des plus avancés du monde", a indiqué Linera au cours d'une rencontre avec la presse.

Le projet impliquera "une avance remarquable, extraordinaire dans la construction de ce qu'on appelle l'Etat de bien-être et que, dans le cas de la Bolivie, nous pouvons dénommer un état du Bien Vivre", a-t-il ajouté.

Parmi les nouveautés de l'initiative de loi, qui devra être approuvée par l'Assemblée Législative Plurinationale, l'âge minimal de retraite est fixé à 58 ans.

Elle stipule aussi un âge de retraite spécial pour les travailleurs de la mine fixé à 56 ans, avec la possibilité de baisser cet âge pour les mineurs travaillant à l'intérieur de la mine, un an comptant pour deux ans.

La proposition de loi a été présentée aux travailleurs de la COB, qui ont réalisé le 4 mai passé



Le vice-président bolivien, Álvaro García Linera

une marche, qui a enregistré peu de participation, afin d'obtenir une augmentation salariale de 20% au lieu des 5 % octroyés par le Gouvernement, malgré le fait que le président, Evo Morales, avait demandé aux syndicats de présenter des revendications rationnelles.

À ce sujet, Linera a déclaré que "l'avant-garde minière reconnaît cette grande avancée construite avec le Gouvernement et d'autres secteurs du travail", tout en admettant que subsistent encore quelques groupes radicaux.

Des groupes de travailleurs, comme la fédération des maîtres, ont, quant à eux, repris les mobilisations de rue.

La preuve qu'une grande partie des travailleurs reconnaît les démarches du Gouvernement pour satisfaire leurs revendications, est qu'ils ont suspendu une autre marche prévue le 11 mai qui avait été convoquée pour insister sur

l'augmentation. "Hier (11 mai) les travailleurs ont décidé de suspendre la marche et de signer l'accord qui ouvre la voie au grand projet de Loi sur les retraites totalement favorable à la classe travailleuse et que nous allons pouvoir remettre dans les semaines qui viennent à l'Assemblée Législative" a précisé García Linera.

Le vice-président a garanti le caractère soutenable du nouveau système de retraites, qui sera financé par les travailleurs, le patronat et l'Etat. "C'est une Loi sur les retraites qui établit un revenu universel, applicable pour tous, pour des travailleurs de la campagne, pour les travailleurs de la ville, pour les commerçants, pour les transporteurs, pour les salariés, pour les mineurs, pour les fonctionnaires, pour les maîtres" a-t-il précisé.

Telesur 13 mai 2010
Traductrice Anne Cauwel pour
changement de société

Madrid exige la levée du blocus contre Cuba



Une grande marche sur Madrid contre le système capitaliste exige la levée du blocus de Cuba

Une grande manifestation a eu lieu ce dimanche à Madrid contre le plan de rajustements économiques affectant surtout les travailleurs.

Les mouvements de solidarité avec Cuba ont formé un bloc important qui a exigé la levée des sanctions de l'Union Européenne, la libération des 5 antiterroristes

cubains injustement en prison aux Etats-Unis et la levée du blocus.

A l'appel du Sommet des Peuples, des dizaines de milliers de personnes ont marché depuis la Place des Cibeles jusqu'à la Porte du Soleil avec pour mot d'ordre : « Contre l'Europe du capital, la guerre et la crise ».

Cuba si Lorraine 18 mai 2010

IMMACULÉE BAKERY



Spécialités

- Pâtés • Pain
- AK-100 • Gâteaux
- Jus citron
- Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1411 Nostrand Avenue
(Entre Linden & Martense)
Brooklyn, NY 11226
Tél: 718.941.2644

Spécial Coupe du Monde 2010 Italie, la vieille garde ne meurt pas

Par Anthony Momperousse

Les rideaux se ferment de très tôt sur les championnats de football afin de permettre aux équipes qualifiées de se préparer pour la Coupe du Monde de football qui se tiendra en Afrique du Sud du 11 juin au 11 juillet 2010.

En Angleterre, le Chelsea a décroché le titre de champion à la barbe de Manchester United qui, cette année, a laissé échapper les deux titres et pour le championnat d'Angleterre et pour la Ligue des champions.

En Espagne, le duel à distance entre le Real Madrid et le Barcelone s'est terminé à l'avantage du Barça propulsé par l'argentin Messi qui a fourni une prestation extraordinaire au cours de cette saison, devenant le Ballon d'or européen avec le plus grand nombre de buts marqués en Europe.

L'Olympique de Marseille en France, l'Inter de Milan en Italie, le Benfica au Portugal et Bayern de Munich en Allemagne ont terminé la saison avec le sourire en empochant le titre de champion dans leur championnat respectif.

Le samedi 22 mai, le Bayern de Munich affrontera l'Inter de Milan en finale de la ligue des champions d'Europe. L'Inter semble mieux armée pour s'imposer contre le Bayern. Le club italien s'appuie sur une défense de fer qui repose sur la puissance et la technique des brésiliens Lucio et Maicon. L'argentin Walter Samuel apporte aussi sa vista et son sens du jeu au sein d'une défense considérée comme l'une des meilleures. En attaque le camerounais Samuel Eto'o et l'argentin Diego Milito font parler la poudre.

Le Bayern joue rapide et étale sa puissance physique pendant le cours du jeu. Mais l'équipe bavaroise joue souvent d'une manière décousue et fébrile, l'exposant à prendre des buts inattendus. La force du Bayern réside dans la rapidité, l'engagement du français Frank Ribery qui peut désarticuler n'importe quelle défense. Le danger réel pour l'équipe adverse, c'est le pied gauche du hollandais Arjen Robben qui fait des ravages sur les terrains du monde entier.

Un dribble déroutant ponctué d'un tir sec et précis, voici les atouts de l'attaquant hollandais qui a permis au Bayern de conquérir le titre de champion d'Allemagne cette année. Bayern vs Inter de Milan, finale à suivre ce samedi 22 mai.

Pendant que l'équipe phare de la botte transalpine se prépare à damer le pion au Bayern, la sélection italienne a déjà débuté sa préparation pour la coupe du monde. Les tifosi italiens, malgré les résultats mitigés de leur équipe, espèrent que l'Italie pourra remporter une deuxième Coupe du Monde consécutive qui serait leur 5e consécration.

On n'oubliera pas de sitôt la finale Italie-France en 2006 au cours de laquelle le français Zinedine Zidane a "confondu" la tête de l'italien Marco Materazzi, pour



La Sélection italienne

un ballon et y a cogné dur avec son front, ce qui lui a valu une expulsion et permis à l'Italie en supériorité numérique de remporter la Coupe du monde 2006.

L'après mondial n'a pas été à l'avantage des transalpins. Après une désastreuse participation à l'Euro 2008 où elle a été éliminée en 1/4 de finale par l'Espagne, l'Italie s'est effondrée, en Coupe des Confédérations (juin 2009 en Afrique du Sud), dès le premier tour.

La qualification pour la Coupe du Monde 2010, dans le groupe F composé de Chypre, Georgie, Montenegro, Bulgarie et l'Irlande, s'est terminée avec 7 victoires, trois nuls et aucune défaite.

Le match amical disputé contre le Cameroun (0-0) a montré les limites de cette sélection vieillissante et a forcé l'entraîneur à insuffler du sang frais au sein de cette formation. L'ossature de la sélection italienne repose sur le gardien Buffon (32 ans), les défenseurs Zambrotta (33 ans), Cannavaro (35 ans), les demis Gattuso (31 ans), Camoranesi (32 ans) et l'attaquant Di Natale (31 ans). Cette vieille garde a l'avantage de se connaître très bien et de développer des automatismes nécessaires qui apparentent la sélection à un club.

L'Italie à l'heure actuelle connaît un gros problème, les grands clubs comme l'Inter, le Milan A.C, la Juventus comptent beaucoup plus sur l'apport des joueurs étrangers que sur les joueurs italiens. C'est un fait que l'Italie ne produit plus des joueurs de la trempe d'un Riva, d'un Rivera, de Fachetti, de Bruno Conti, de Roberto Baggio, d'un Baresi ou de Paolo Rossi.

Francesco Totti, un vieux de la vieille, l'attaquant de la Roma qui brille par intermittence, que l'on s'attendait à voir au sein de la sélection a été écarté par Lippi. Pour les éliminatoires, Lippi a utilisé près de 36 joueurs parmi lesquels les jeunes comme Leonardo Bonucci défenseur de Bari, Simone Pepe, ailier droit de l'Udinese, Giuseppe Rossi, avant centre de Villareal (Espagne).

On peut ajouter à cette liste des joueurs comme Andrea Cossu, milieu offensif de Cagliari ou le napolitain Fabio Quagliarella. Les deux matchs amicaux contre le Mexique (3 juin) et la Suisse (5 juin) détermineront le profil de la sélection italienne qui affrontera le

14 juin au Cap, le Paraguay.

La formation type de l'Italie: Gianluigi Buffon, Fabio Grosso, Fabio Cannavaro, Gianluca Zambrotta, Giorgio Chelinni, Mauro Camoranesi, Daniel de Rossi, Gennaro Gattuso, Andre Pirlo, Alberto Gilardino, Antonio di Natale.

L'Italie évoluera dans sa traditionnelle 4-4-2 reposant ses espoirs sur l'expérimenté gardien Buffon, le poumon et le moteur de l'équipe, l'infatigable Gattuso, l'habile et l'opportuniste Andrea Pirlo qui marque des buts précieux pour la sélection.

L'opinion de Lippi: "Le Brésil et l'Espagne sont les premiers favoris de cette Coupe du Monde. Je place la Selecao en haut de l'affiche, d'abord par tradition ensuite pour la richesse technique de ses joueurs. Quant à l'Espagne, elle a beaucoup progressé et la conquête du titre de champion d'Europe en 2008 n'est pas un accident... Pour les autres favoris, je citerai dans le désordre, l'Allemagne, l'Argentine, l'Angleterre et l'Italie..."

Pour la victoire finale, il n'y aura pas de grande surprise, à moins qu'une équipe africaine comme le Cameroun et la Côte-d'Ivoire se transcendent et exploitent à 100% leurs potentialités"

Nous continuons la publication de la liste de joueurs présélectionnés des pays participants dans ce grand événement sportif mondial

Mexique : La liste des 26 Mexicains de l'entraîneur Javier Aguirre

Gardiens : Oscar Perez (Chiapas), Guillermo Ochoa (America), Luis Ernesto Michel (Guadalajara). **Défenseurs :** Rafael Marquez (Barcelone), Ricardo Osorio (VfB Stuttgart), Francisco Rodriguez, Carlos Salcido (PSV Eindhoven), Hector Moreno (AZ Alkmaar), Paul Aguilar (Pachuca), Efraim Juarez (Pumas UNAM), Jonny Magallon (Guadalajara), Juan Carlos Valenzuela (America), Jorge Torres Nilo (Atlas), Adrian Aldrete (Morelia). **Milieus de terrain :** Andres Guardado (Deportivo La Corogne), Jonathan dos Santos (Barcelone), Gerardo Torrado (Cruz Azul), Israel Castro (Pumas UNAM), Giovanni dos Santos (Galatasaray). **Attaquants :** Pablo Barrera (Pumas UNAM), Adolfo Bautista, Alberto Medina (Guadalajara), Cuauhtemoc Blanco (Veracruz), Carlos Vela (Arsenal), Javier Hernandez (Manchester United), Guillermo Franco (West Ham United).

Honduras : les sélectionnés de l'entraîneur Reinaldo Rueda

Gardiens : Noel Valladares (Olimpia), Donis Escobar (Olimpia), Ricardo Canales (Motagua). **Défenseurs :** Sergio Mendoza (Motagua), Mynor Figueroa (Wigan/ENG), Victor Bernardez (Anderlecht/BEL), Mauricio Sabillon (Hangzhou Lucheng/CHN), Oscar Garcia (Olimpia), Johnny Palacios (Olimpia), Emilio Izaguirre (Motagua), Osman Chavez (Platense). **Milieu :** Roger Espinoza (Kansas City/USA), Edgar Alvarez (Bari/

ITA), Wilson Palacios (Tottenham/ENG), Hendry Tomas (Wigan/ENG), Julio Cesar «Rambo» de León (Torino/ITA), Amado Guevara (Motagua), Ramon Nunez (Olimpia), Danilo Turcios (Olimpia). **Attaquants :** Carlos Pavon (Real Espana), David Suazo (Genova), Georgy Welcome (Motagua), Walter Martinez (Marathon).

Corée du Nord : Les 23 joueurs du sélectionneur Jong Tae-Se

Gardiens : Ri Myong-Guk (Pyongyang City), Kim Myong-Gil (Amrokgang), Kim Myon-Won (Amrokgang). **Défenseurs :** Cha Jong-Hyok (Amrokgang), Nam Song-Chol (April 25), Pak Chol-Jin (Amrokgang), Pak Nam-Chol (Amrokgang), Ri Jun-Il (Sobaeksu), Ri Kwang-Chon (April 25), Ri Kwang-Hyok (Kyonggongop). **Milieus de terrain :** Ahn Young-Hak (Omiya Ardija/JPN), Ji Yun-Nam (April 25), Kim Kyong-Il (Rimyongsu), Kim Yong-Jun (Chengdu), Mun In-Guk (April 25), Pak Nam-Chol (April 25), Pak Sung-Hyok (Sobaeksu), Ri Chol-Myong (Pyongyang City). **Attaquants :** An Chol-Hyok (Rimyongsu), Choe Kum-Chol (Rimyongsu), Hong Yong-Jo (FC Rostov/RUS), Jong Tae-Se (Kawasaki Frontale/JPN), Kim Kum-Il.

Argentine : Les 30 joueurs retenus par l'entraîneur Diego Maradona

Gardiens : Sergio Romero (AZ Alkmaar), Mariano Andujar (Catania), Diego Pozo (Colon). **Défenseurs :** Gabriel Heinze (Olympique Marseille), Martin Demichelis (Bayern Munich), Nicolas Otamendi (Velez Sarsfield), Walter Samuel (Inter Milan), Juan Insaurralde (Newell's Old Boys), Clemente Rodriguez (Estudiantes de La Plata), Nicolas Burdisso (AS Roma), Fabricio Coloccini (Newcastle United), Ariel Garce (Colon). **Milieus de terrain :** Javier Mascherano (Liverpool), Jonas Gutierrez (Newcastle United), Angel Di Maria (Benfica), Mario Bolatti (Fiorentina), Juan Sebastian Veron, Jose Sosa (Estudiantes de La Plata), Javier Pastore (Palermo), Jesus Datolo (Olympiakos), Juan Mercier (Argentinos Juniors), Sebastian Blanco (Lanus), Maxi Rodriguez (Liverpool)

Attaquants : Lionel Messi (Barcelone), Gonzalo Higuain (Real Madrid), Carlos Tevez (Manchester City), Sergio Aguero (Atletico Madrid), Diego Milito (Inter Milan), Martin Palermo (Boca Juniors), Ezequiel Lavezzi (Naples).

Grèce : La liste des 30 présélectionnés de l'entraîneur Otto Rehhagel

Gardiens : Michalis Sifakis

**Samedi 5 Juin 2010
A partir de 7h PM
Au Journal Haïti Liberté**



718-421-0162

Une soirée avec
Manno Charlemagne
1583 Albany Ave
Brooklyn, NY

(Aris Salonique), Alexandros Tzorvas (Panathinaïkos), Kostas Chalkias (PAOK Salonique). **Défenseurs**: Giorgos Seitaridis (Panathinaïkos), Loukas Vintra (Panathinaïkos), Evangelos Moras (Bologne/Italie), Socrates Papastathopoulos (Genoa/Italie), Sotiris Kyrgiakos (Liverpool/Angleterre), Avraam Papadopoulos (Olympiakos), Vasilis Torosidis (Olympiakos), Nikos Spiropoulos (Panathinaïkos), Stelios Malezas (PAOK Salonique), Giorgos Tzavellas (Panionios), Kostas Manolas (AEK Athènes), Giorgos Galitsios (Olympiakos), Stergos Marinou (Panathinaïkos). **Milieu**: Kostas Katsouranis (Panathinaïkos), Alexandros Tziolis (Sienne/Italie), Giorgos Karagounis (Panathinaïkos), Sotiris Ninis (Panathinaïkos), Christos Patsatzoglou (Omonia), Grigoris Makos (AEK Athènes), Sakis Prittas (Aris Salonique), Lazaros Christodouloupoulos (Panathinaïkos). **Attaquants**: Angelos Charisteas (Nuremberg/Allemagne), Dimitris Salpingidis (Panathinaïkos), Pantelis Kapetanios (Steaua Bucarest/Roumanie), Theofanis Gekas (Hertha Berlin/Allemagne), Giorgos Samaras (Celtic/Ecosse), Kostas Mitroglou (Olympiakos).

Australie : L'entraîneur Pim Verbeek a dressé une pré-sélection de 31 joueurs

Gardiens: Mark Schwarzer (Fulham), Adam Federici (Reading), Brad Jones (Middlesbrough), Eugene Galekovic (Adelaide United). **Défenseurs**: Lucas Neill (Galatasaray), Craig Moore (sans club), Scott Chipperfield (Bâle), David Carney (Twente), Luke Wilkshire (Dinamo Moscou), Rhys Williams (Middlesbrough), Shane Lowry (Aston Villa), Mark Milligan (JEF United), Jade North (Tromso), Michael Beauchamp (Al-Jazira). **Milieu de terrain**: Tim Cahill (Everton), Mark Bresciano (Palme), Vince Grella (Blackburn), Brett Emerton (Blackburn), Jason

Culina (Gold Coast), Harry Kewell (Galatasaray), Brett Holman (AZ Alkmaar), Carl Valeri (Sassuolo), Mile Jedinak (Antalyaspor), Richard Garcia (Hull City), Nick Carle (Crystal Palace), Tommy Oar (Utrecht), Dario Vidosic (Nuremberg), James Holland (AZ Alkmaar). **Attaquants**: Josh Kennedy (Nagoya), Scott McDonald (Middlesbrough), Nikita Rukavitsya (Twente).

Slovénie : Matjaz Kek a pré-sélectionné 30 joueurs

Gardiens de but: Samir Handanovic (Udinese), Jasmin Handanovic (Mantova), Aleksander Seliga (Sparta Rotterdam), Jan Koprivec (Maribor). **Défenseurs**: Bojan Jokic (Chievo Verona), Marko Suler (Gand), Bostjan Cesar (Grenoble), Branko Ilic (Lokomotiv Moscou), Matej Mavric (Koblenz), Dejan Kelhar (Cercle Bruges), Elvedin Dzinic (Maribor), Miso Brecko (Cologne), Aleksandar Rajcevic (Koper), Suad Filekovic (Maribor). **Milieu de terrain**: Andraz Kirm (Wisla Krakow), Andrej Komac (Maccabi Tel Aviv), Rene Krhin (Inter Milan), Mirnes Susic (Giannina), Darjan Matic (Rapid Bucharest), Dare Vrsic (Koper), Dalibor Stevanovic (Vitesse Arnhem), Robert Koren (West Bromwich Albion), Aleksander Radosavljevic (Larissa), Valter Birsa (Auxerre). **Attaquants**: Milivoje Novakovic (Cologne), Zlatko Dedic (VfL Bochum), Zlatan Ljubijankic (Gand), Nejc Pecnik (Nacional), Miran Burgic (AIK Solna), Tim Matavz (Groningen).

Suisse: Les 30 joueurs de l'entraîneur Ottmar Hitzfeld

GARDIENS: Diego Benaglio (Wolfsburg/GER), Johnny Leoni (Zürich/SUI), Marco Woelfli (Young Boys/SUI). **DEFENSEURS**: Mario Eggimann (Hanovre 96/GER), Stéphane Grichting (Auxerre/FRA), Stephan Lichtsteiner (Lazio/ITA), Philippe Senderos (Arsenal/ENG),

Christoph Spycher (Eintracht Francfort/GER), Steve Von Bergen (Hertha Berlin/GER), Reto Ziegler (Sampdoria/ITA). **MILIEUX**: Tranquillo Barnetta (Bayer Leverkusen/GER), Valon Behrami (West Ham/ENG), Gelson Fernandes (St-Etienne/FRA), Benjamin Huggel (Bâle/SUI), Goekhan Inler (Udinese/ITA), Marco Padalino (Sampdoria/ITA), Pirmin Schwegler (Eintracht Francfort/GER), Xherdan Shaqiri (Bâle/SUI), Hakan Yakin (Lucerne/SUI). **ATTAQUANTS**: Eren Derdiyok (Bayer Leverkusen/GER), Alexander Frei (Bâle/SUI), Blaise Nkufo (Twente/NED), Marco Streller (Bâle/SUI)

Etats-Unis: La liste des 30 Américains de l'entraîneur Bob Bradley

Gardiens: Brad Guzan (Aston Villa/ANG), Tim Howard (Everton/ANG), Marcus Hahnemann (Wolverhampton/ANG). **Défenseurs**: Carlos Bocanegra (Rennes/FRA), Jonathan Bornstein (Chivas USA), Steve Cherundolo (Hanovre/ALL), Jay DeMerit (Watford/ANG), Clarence Goodson (IK Start/NOR), Chad Marshall (Columbus Crew), Oguchi Onyewu (AC Milan/ITA), Heath Pearce (FC Dallas), Jonathan Spector (West Ham United/ANG). **Milieu**: DaMarcus Beasley (Rangers/ECO), Alejandro Bedoya (Örebro/SUE), Michael Bradley (Borussia Mönchengladbach/ALL), Ricardo Clark (Francfort/ALL), Clint Dempsey (Fulham/ANG), Landon Donovan (Los Angeles Galaxy), Maurice Edu (Rangers/ECO), Benny Feilhaber (Aarhus/DAN), Stuart Holden (Bolton/ANG), Sacha Kljestan (Chivas USA), Robbie Rogers (Columbus Crew), José Torres (Pachuca/MEX). **Attaquants**: Jozy Altidore (Villarreal/ESP, prêté à Hull cette saison), Edson Buddle (Los Angeles Galaxy), Brian Ching (Houston Dynamo), Robbie Findley (Real Salt Lake), Herculez Gomez (Puebla/MEX), Eddie Johnson (Aris/GRE)

Haiti

Suite de la page (8)

ce d'autant plus que, il n'avait rien à perdre politiquement. La culture du recommencement était plus forte pour lui aussi. Il faut qu'il laisse la porte grande ouverte à la dérive institutionnelle afin que le désordre s'installe à la fin de son mandat.

Mais là encore, était-il nécessaire pour les vraies organisations populaires et politiques, pour les militants conséquents, pour les gens ayant le bon sens de se mêler avec des Gnbis notoires dont le premier objectif est non seulement le départ du Président pour s'accaparer le pouvoir sans aucun programme précis, mais ensuite pour mener la vie dure aux vrais militants politiques qui veulent vraiment le changement pour ce pays. D'où l'incompréhension et la stupeur de certains de voir des leaders du parti *Fanmi Lavalas* en tête des manifestations avec les ennemis les plus acharnés de la classe populaire. Que viennent faire le Dr Maryse Narcisse, les René Civil et consort à côté des Gnbis de la trempe de Tuner Delpé, d'Evens Paul, de Charles Henry Baker, des Osner Févry, Reynold Georges, etc ?

On n'en sortira jamais politiquement dans ce pays avec ce genre de comportement qui veut que dès qu'on a un problème politique avec un pouvoir, automatiquement on s'allie avec ses pires ennemis d'hier. Certes, le Président René Préval a trahi son camp en oubliant que c'est grâce à ce camp qu'il est ce qu'il est depuis plus d'une vingtaine d'années. Ancien Premier ministre, deux fois chef de l'Etat, et aujourd'hui personnage incontournable dans la problématique de la Reconstruction de ce pays.

Mais que peut attendre de positif le parti *Fanmi Lavalas* en

s'alliant avec le mouvement des *Groupe des 184* nouvelle version ? Admettons que ce mouvement de contestation arrive, comme en 2004, à porter l'Internationale à lâcher le Président Préval, ce dont évidemment nous ne croyons certainement pas, le parti *Fanmi Lavalas* participera-t-il au gouvernement provisoire avec ceux qui l'avaient renversé en 2004 ? Naturellement, le Président Préval s'est comporté en ennemi de *Fanmi Lavalas*, mais là encore, il faut nuancer dans la mesure où Lavalas est une mouvance multi têtes, toutes incontrôlables. Qui peut vraiment dire que toutes les bases Lavalas sont pour le départ anticipé du Président Préval ?

Quand on sait que celui-ci a récupéré plusieurs branches de ce mouvement orphelin, cherchant désespérément le leadership de quelqu'un dans la perspective des échéances politiques à venir tant que son chef historique reste dans l'incapacité politique de revenir au pays. Il faut que les vrais militants progressistes se ressaisissent, identifient politiquement et idéologiquement leurs ennemis et enfin, choisissent clairement leur camp ?

Ce n'est pas dans ce méli mélo, dans ce jeu de hasard qu'on construira l'alternative. Il faut que les choses soient claires politiquement, philosophiquement, idéologiquement, voire sur la croyance religieuse, car dans une lutte il peut y avoir des divergences sévères entre un catholique pratiquant et un laïque notoire. Enfin, nous devons abandonner une fois pour toutes cette culture de l'éternel recommencement. Nous ne sommes pas encore au point de non retour. Attention pour que nous ne soyons pas de ceux qui auront donné le prétexte au pire : l'occupation officielle.

WKF

Suite de la page (7)

Solidaires des réfugiés....

«Les paysans ont entamé les semences prévues pour les nouvelles récoltes»

Si elle n'a pas souffert physiquement, elle commence tout juste à reprendre une vie normale, sans stress ni cauchemar. « *Tout le monde est très gentil, nous aide à évacuer ce que nous avons vécu, dit-elle en souriant. Mais Port-au-Prince me manque.* » L'ancienne gamine du village est devenue jeune fille de la ville, et la modernité de la ville lui manque. « *Il y a plus d'activités là-bas. Et puis il n'y a pas la télévi-*

sion ici », lâche en riant cette fidèle de la série mexicaine à l'eau de rose *Frijolito*...

Heureusement, la Grand'Anse, contrairement au reste du pays, a la nature à ses côtés. Grâce à son sol préservé et à un climat agréable – les Indiens de l'île avaient placé leur paradis aux Abricots, où les morts venaient se régaler des arbres fruitiers –, la région est autosuffisante d'un point de vue alimentaire. Dans un premier temps, les familles ont ainsi pu absorber le choc de ces milliers de bouches supplémentaires à

nourrir. Mais en puisant aussi dans les réserves. « *Le problème, c'est que les paysans ont entamé les semences prévues pour les nouvelles récoltes, explique Eddy St-Gilles, un agronome venu de Port-au-Prince pour faire un état des lieux dans la Grand'Anse pour le compte d'une ONG haïtienne. Aujourd'hui, c'est le moment de planter l'igname, mais ils n'ont plus grand-chose à mettre en terre. Ce n'est pas la panique, mais la situation est tendue et il faut aider la région...* »

La Croix 11 mai 2010

L'ancienne opposition

Suite de la page (8)

complice René Préval, un renégat de la pire espèce?


Il faut croire que l'audace des Rébu, Kplim et Delpé est allée trop loin. Il faut absolument leur rappeler les torts qu'ils ont causés et au peuple et au pays. Car ils sont normalement responsables de l'occupation étrangère qui séquestre notre souveraineté de premier peuple noir ayant cassé la domination. Ils sont responsables de cette dégringolade et de cette infamie.

Quant à René Civil, ou bien il est amnésique, ou bien il a du mal à identifier ses anciens bourreaux. Car ce ne sont pas ces gnbistes qui le laisseraient vivant s'il le leur était permis. Qu'il prenne soin d'aller se renseigner auprès de Franco Camille arrêté au lendemain du coup d'état du 29 février 2004. Conduit au commissariat de Pétion-ville, on l'avait fait s'asseoir à même le sol, la tête enfouie dans un sacnet noir. Le commissaire de police d'alors invita les gens de l'oligarchie à venir l'identifier avant de prendre la décision de le liquider. Ils étaient nombreux ces oligarques qui s'étaient rendus sur les lieux pour l'indexer et en profitaient pour lui lancer des injures telles: *lavalas sal, chim, chien, tyoul* Aristide.... N'était-ce Dany Toussaint, un autre renégat, qui réclamait pitié, son nom serait inscrit dans le nécrologe légué

par les tueurs de 2004. René Civil devrait éviter le piège des serpents comme Turneb Delpé, Kplim, Himmler Rébu encore léopard et tant d'autres desperados de la scène en panne de leadership.

Tout compte fait, ce sont des trafiquants de pays, de convictions, à part qu'ils n'ont ni dignité, ni morale, ni intelligence politique et encore moins d'idéologie. Le pays n'a plus besoin de ces scélérats, de ces "vieux tontons" qui à force de radoter, se répéter, deviennent des brêche-dents [*mazora*]. Qu'ils aillent au diable autant que René Préval devenu synonyme de déception et de dégoût. La lutte qui doit mener à une ère nouvelle ne peut se faire avec des sous-hommes comme Kplim, Delpé qui deviennent brusquement blancophobes. Quelle avait été leur réaction quand le raciste français Régis Debray était allé jusqu'au Palais National menacer de mort le président haïtien Jean Bertrand Aristide avant le coup de la honte du 29 février 2004? N'avaient-ils pas jubilé? Versé des rasades de rhum, de caviar pour célébrer leur victoire? Et quelle victoire? Celle des idiots utiles au service des anciens colons qui aujourd'hui les maintiennent à distance au risque de les écraser comme des mouches s'ils osent s'opposer à leur agenda. *Se bon pou loa yo. Nou jwenn*, bande de crevés.

Guerby Dujour...mai 2010



Top Enterprise Group, Inc

TOP
Léon Mondésir
Income Tax
Insurance
Security School
Traffic School

2 LOCATIONS
90 NE 54th Street, Miami,
FL 33137
385-756-7587

17639 S. Dixie Hwy
Miami, FL 33157
305-255-1717
www.cckacademytrafficschool.com

GLOBAL ALLIANCE TELEVISION

La première chaîne de télévision haïtienne mondiale émettant quotidiennement et clairement sur votre récepteur ou écran de télévision connecté à une boîte d'Internet modem. Au programme : Retransmission de shows de télévision directement des chaînes de télévision en Haïti, TV shows en direct de New York, de la Floride, de Boston etc...avec participation de nos téléspectateurs exprimant publiquement leur opinion par téléphone, Sports, Culture, Entrevues au studio ou directement par téléphone, Nouvelles d'Haïti en provenance directe de notre pays, Présentation religieuse, Documentaire.



Pour achat, connections, représentation, information, distribution, et participation, contactez J. Rameau au **Real Estate Option Financial Solution**, 1115 Nostrand Avenue Brooklyn, NY 11225 entre Maple et Midwood ou téléphonez le **(718) 576-2667**.

NEW YORK 1 TERMINAL, INC

King & Essex Streets Gloucester, NJ 08030 (Ancien local Tec Marine)

Phone: 856-742-4127 • Fax: 856-742-4130 • email: NY1Terminal@Yahoo.com

Gloucester,
NJ – Haiti
7 Jours maximum

En Provenance du Port de Gloucester, NJ vers Haïti



Entièrement autonome (bateau),
New York 1 Terminal vous garantit que
vos bagages atteindront leur destination à temps.

Transport de:
Voitures, Camions, Bus,
Containers, Effets personnels...

Joel Bonhomme, President



FROM NEW YORK/NORTH NEW JERSEY

Directions: Take NJ Turnpike South to Exit 4 Route 73. Take North approximately ½ mile to the ramp for route 295 South. Stay on 295 South to exit 26 Camden/Philadelphia/676 N. Go to the next traffic light, which Broadway. Turn left on Broadway. Go approximately ½ mile to fork in road and bear right onto King Street. Follow King Street approximately ¼ mile to the next stop sign at Essex Street. The main entrance to the terminal is on your right.

FROM PHILADELPHIA AIRPORT

Take I-95 North to Route 76 East to the Walt Whitman Bridge. After crossing the Delaware River, and passing directly over the Gloucester Terminal, you will exit at Route 130 South and proceed to the first red light at Market Street. Take a right onto Market Street and follow Market Street all the way to the end of King Street. Make a right on King Street and ½ mile to the intersection of King and Essex Streets. Turn left into the terminal and stop at the Guard Shack.

Grande activité politico-culturelle

En collaboration avec la mission Cubaine aux Nations-Unies

**le samedi 29 mai 2010 au local
du journal Haiti Liberté**

En première partie : Présentation du film « Fireflies in the night/ Luciérnagas en la noche » (Lucioles dans la nuit). Un film de la Télévision cubaine sur l'apport des médecins cubains en Haïti après le tremblement de terre du 12 janvier 2010.

En deuxième partie : Exposé de l'ambassadeur cubain aux Nations unies

Haiti Liberté
1583 Albany Ave
Brooklyn, NY
Information 718 421-0162

**Samedi 29 mai 2010
6 :00 PM**



VM

TRUCKING, LLC

US Customs Bonded CHL #2192 • ICC-MC #478416 • Insured



VM TRUCKING LLC.

IS YOUR CONNECTION TO HAITI

VM TRUCKING Specializing In Shipping Full Container Loads With Personal Effects, Household Goods & Commercial Cargo, Relief Goods Etc...

**In addition to PORT-AU-PRINCE,
VM TRUCKING now ships FULL CONTAINER LOADS and
CARS to CAP HAITIEN & GONAIVES**

• ONE CALL DOES IT ALL •
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE, CAP HAITIEN & GONAIVES

WE WILL BEAT THE COMPETITION

PLEASE CALL GABRIEL or ROBERT
(973) 690-5363

Fax: **(973) 690-5364**
Email: solutions@vmtrucking.com

www.vmtrucking.com